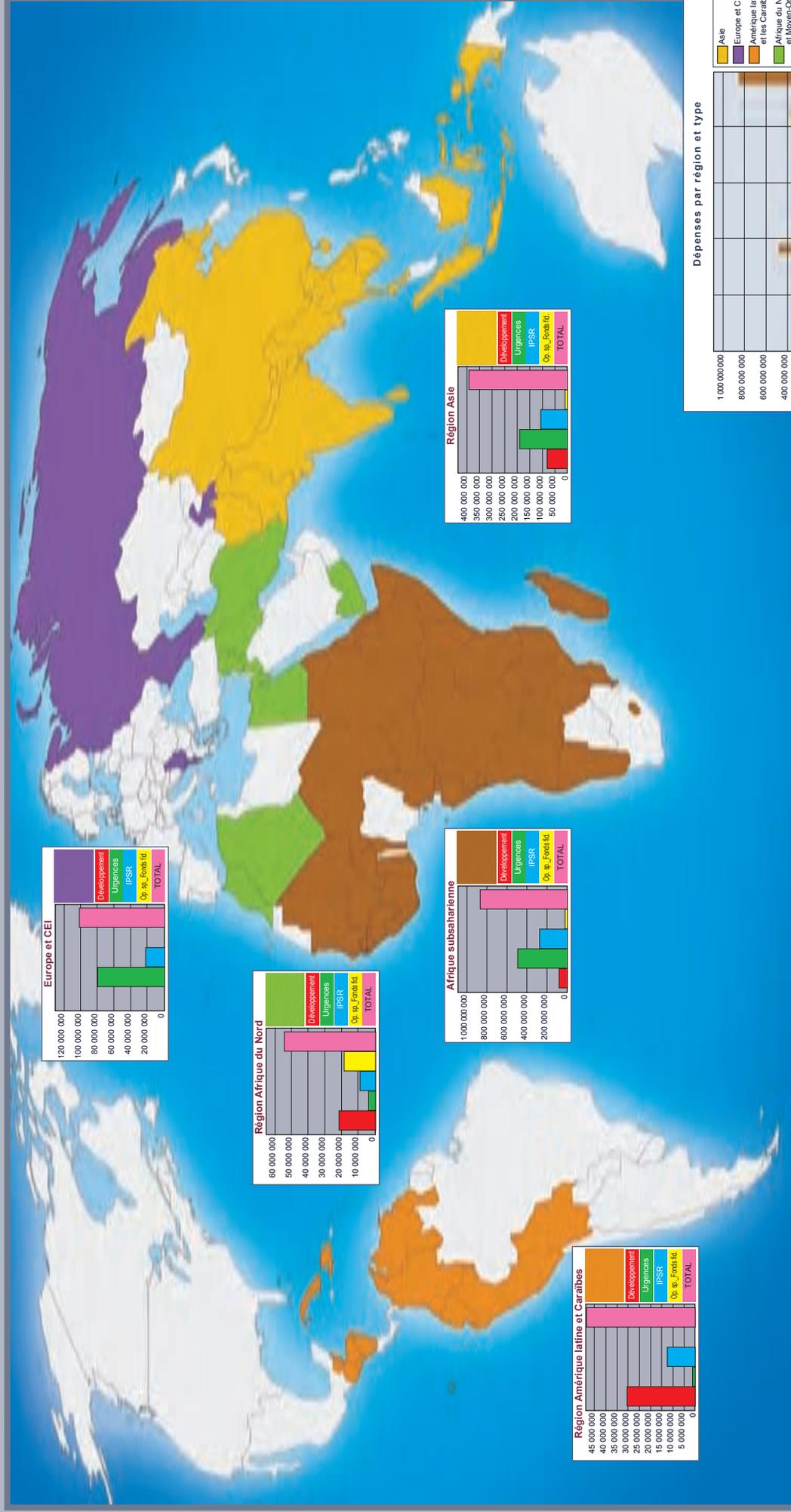


Programme alimentaire mondial
Rapport annuel 2000

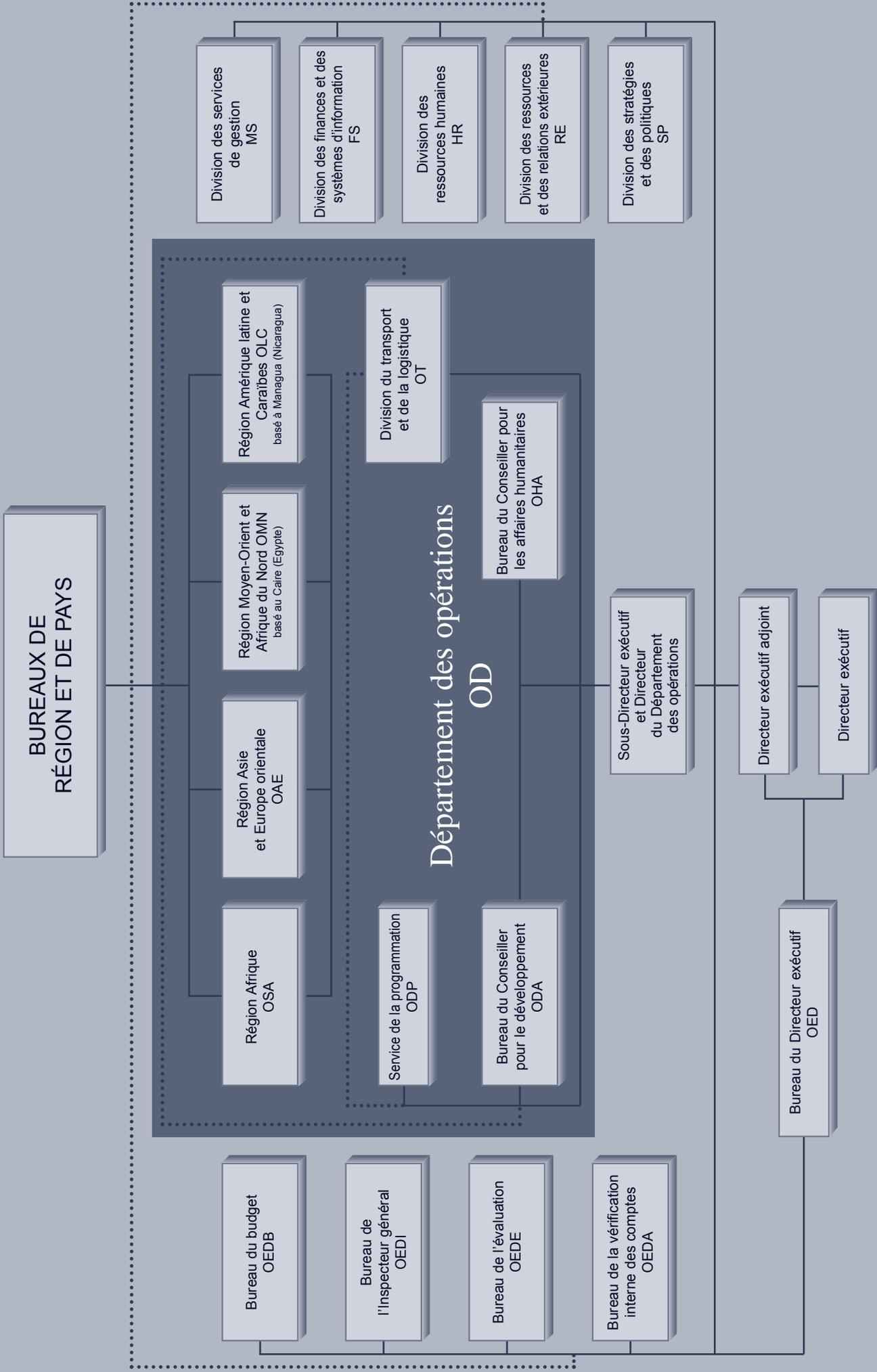


VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2000 (en millions de dollars)



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs frontières ou limites.

ORGANIGRAMME DU PAM, DÉCEMBRE 2000





Programme alimentaire mondial
Rapport annuel: 2000



Table des matières

<i>Avant-propos du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Directeur général de la FAO</i>	1
<i>Préface du Directeur exécutif</i>	2
<i>Regard sur l'année 2000</i>	3
83 millions de bénéficiaires	3
Les plus pauvres des pauvres, cible des activités du PAM	3
Promotion du commerce et aide aux agriculteurs locaux	3
<i>Le PAM en chiffres - 2000</i>	4
<i>Catastrophes naturelles</i>	5
<i>Résumé</i>	5
Sécheresses	5
La terre brûlée fait de millions de victimes	5
Famine évitée dans la Corne de l'Afrique	5
Inondations	7
Une catastrophe sans précédent déferle sur le Mozambique.....	7
Assistance à plus d'un million de personnes en Asie	7
Sauvée des inondations, Rafa aide maintenant son prochain	8
Séquelles du cyclone Mitch	8
<i>Troubles et conflits civils</i>	9
<i>Résumé</i>	9
Conflit en Tchéchénie	10
"C'est comme une punition"	10
En Afghanistan, la crise humanitaire continue	10
Dans les Grands Lacs, une mosaïque de situations d'urgence chroniques	12
En Afrique de l'Ouest, la lutte contre la faim se poursuit, envers et contre tout, dans trois pays	12
<i>Alimentation scolaire</i>	13
La clé: l'éducation des filles	13
L'éducation des filles: quelques chiffres	14
En classe, à l'abri de la faim	15
Pourquoi une alimentation scolaire est nécessaire	16
<i>Approches novatrices</i>	17
Activités de développement	17
Dans l'Himalaya, arriver jusqu'à ceux qui ont faim	17

Déménagement.....	18
Le PAM et le VIH/SIDA.....	18
Lutte contre la propagation du virus d'Ebola	18
<i>Assistance humanitaire et secours en cas de catastrophes.....</i>	<i>19</i>
Sécurité	19
Sécurité du personnel	19
Préparation et intervention	19
Formation à la sécurité.....	20
<i>Echos du terrain.....</i>	<i>20</i>
MOZAMBIQUE.....	20
SOMALIE	21
GUINÉE-BISSAU	21
LIBÉRIA	22
AFGHANISTAN	23
<i>Partenariats.....</i>	<i>24</i>
Partenariats avec les institutions basées à Rome	24
Collaboration sur le terrain avec d'autres institutions des Nations Unies	24
Partage de l'expérience acquise en matière de télécommunications.....	24
Partage des systèmes de communication.....	25
Collaboration avec les organisations non gouvernementales	25
Coopération avec la Banque mondiale.....	25
Partenariat PAM-DFID.....	25
<i>Financement et gestion</i>	<i>26</i>
Donateurs	26
Les donateurs non habituels ont accru leurs contributions.....	26
Stratégie de mobilisation des ressources	26
Stocks nécessaires pour les activités de développement	27
Un appui rapide est source d'économie.....	27
Nouveau système d'information de l'Organisation	27
Activités de plaidoyer	28
Renforcement de l'obligation redditionnelle.....	28
Dotation en personnel et équilibre entre les sexes	29
Annexes	31

Sigles utilisés:

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité (PAM)	OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
CAA	Convention relative à l'aide alimentaire	OEDA	Bureau de la vérification interne des comptes (PAM)
CEI	Communauté d'Etats indépendants	OEDI	Bureau de l'Inspecteur général (PAM)
CII	Compte d'intervention immédiate (PAM)	OMS	Organisation mondiale de la santé
DANIDA	Agence danoise de développement international	ONG	Organisation non gouvernementale
DFID	Département pour le développement international (Royaume-Uni)	ONU	Organisation des Nations Unies
DFMS	Deep Field Mailing System	PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
FIDA	Fonds international de développement agricole	PMA	Pays les moins avancés
FMIP	Programme d'amélioration de la gestion financière (PAM)	PNB	Produit national brut
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	SAP	Systèmes, applications et produits (PAM)
IDA	Association internationale de développement	SSP	Schéma de stratégie de pays
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Notes de caractère général:

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) sont tous ceux qui accusent un déficit vivrier (c'est-à-dire qui sont importateurs nets de céréales) et dont le produit national brut (PNB) par habitant ne dépasse pas le niveau retenu par la Banque mondiale comme ouvrant droit à l'aide de l'Association internationale de développement (IDA), c'est-à-dire 1 460 dollars en 1998. En 2000, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a classé 78 pays dans la catégorie des PFRDV.

Les pays les moins avancés (PMA) ont été définis par l'Assemblée générale des Nations Unies comme étant "les pays à faible revenu qui souffrent de handicaps durables du point de vue de la croissance, et notamment de niveaux faibles de mise en valeur des ressources humaines et/ou de faiblesses structurelles graves". En 2000, 48 pays avaient été classés dans cette catégorie par l'Assemblée générale.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du PAM, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Avant-propos

Le lot quotidien d'innombrables êtres humains, partout dans le monde, est de se coucher l'estomac vide. Cependant, la faim et la malnutrition ne sont pas inévitables, pas plus qu'elles ne sont acceptables. Nous disposons des connaissances, des technologies et des ressources nécessaires pour progresser rapidement dans la lutte contre la faim. Notre objectif, à l'aube du XXI^e siècle, doit être de faire en sorte que tous aient accès à l'alimentation dont ils ont besoin.

Or, pour réaliser cet objectif, il faut mieux comprendre la corrélation qui existe entre la faim et la pauvreté. La faim est certes causée par la pauvreté, mais elle a également pour effet de maintenir les pauvres dans l'ornière de la misère. Le Programme alimentaire mondial s'emploie constamment à appeler l'attention de la communauté internationale sur la nécessité d'intégrer les questions touchant la sécurité alimentaire à tous les programmes d'élimination de la pauvreté. Cependant, si nous voulons réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de personnes qui souffrent de malnutrition dans le monde—objectif convenu lors du Sommet mondial de l'alimentation et réitéré par l'Assemblée du Millénaire—nous devons redoubler d'efforts, et ce sans exclure personne.

Ce rapport du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial décrit ce que celui-ci a fait au cours de l'année écoulée pour promouvoir la réalisation de cet objectif. Il décrit en outre comment le PAM s'est attaché à mieux se préparer à intervenir en cas d'urgence tout en continuant à mener à bien ses programmes d'activités de développement.

Nous vivons aujourd'hui en un monde riche des merveilles de la technologie, où les possibilités de voyages intercontinentaux et de télécommunications se multiplient chaque jour. Aussi est-il intolérable que des centaines de millions d'êtres humains soient privés des aliments dont ils ont besoin pour survivre. Tous nos efforts doivent tendre à instaurer un monde à l'abri de la faim où chacun soit assuré de manger à sa faim.



Kofi A. Annan
Secrétaire général
Organisation des Nations Unies



Jacques Diouf
Directeur général
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Préface

En 2000, les pays les plus pauvres du monde ont encore une fois subi les assauts répétés de catastrophes naturelles et les situations d'urgence dues à l'homme. Des inondations dans l'ouest du Bangladesh et dans l'Etat indien du Bengale occidental à l'effondrement du processus de paix en Sierra Leone, le nombre de foyers de crises humanitaires qui, dans le monde entier, ont exigé l'aide du PAM et de la communauté internationale a continué d'augmenter. Les secours fournis à la suite de catastrophes naturelles représentent aujourd'hui un tiers du total de l'aide alimentaire du PAM. Pendant l'année écoulée, l'appui apporté par le Programme aux victimes de situations d'urgence provoquées par les catastrophes naturelles a augmenté de 20 pour cent par rapport à 1999. Pendant la période de quatre ans qui s'est écoulée entre 1997 et 2000, le nombre de victimes de la sécheresse secourues par le PAM a plus que quadruplé. En 2000, plus de 100 millions de personnes, dans plus d'une vingtaine de pays, ont été sérieusement affectées par la sécheresse.

L'assistance fournie par le PAM aux victimes de catastrophes dues à l'homme, notamment de conflits et de troubles civils, a également augmenté et absorbe à l'heure actuelle près de la moitié des dépenses totales du Programme. Bien que la multiplication des crises cause de grandes souffrances aux populations les plus pauvres du monde, les événements de l'année écoulée ont prouvé que l'aide internationale peut faire une différence lorsque les ressources requises sont fournies à temps. La grave sécheresse qui a sévi dans

la Corne de l'Afrique a menacé les moyens de subsistance et la survie même de plus de 16 millions d'êtres humains. Simultanément, la plupart des pays de la région étaient également aux prises avec les conséquences de troubles civils. Les effets conjugués de telles catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme non seulement ont un impact majeur sur les populations les plus pauvres mais peuvent souvent empêcher les organismes de secours humanitaires d'atteindre ceux qui ont un besoin désespéré d'assistance.

L'intervention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui est venue à point nommé, et la réaction rapide des donateurs ont permis d'éviter en Afrique une crise qui aurait eu d'immenses proportions. Le PAM, avec les autres organismes des Nations Unies, a montré qu'un effort massif de secours peut prévenir une famine et sauver des millions de vies.

Bien que la réaction de la communauté internationale ait été généreuse, il est préoccupant de constater que les ressources disponibles pour des efforts de développement à long terme continuent de diminuer. Pendant l'année écoulée, les activités de développement ne représentaient que 14 pour cent du total des dépenses du PAM, soit le niveau le plus faible depuis 23 ans.

Le PAM s'efforce, partout dans le monde, de faire une différence dans la vie de millions de pauvres qui ont faim, et il ne le peut que grâce au dévouement et au courage avec lesquels les fonctionnaires du PAM luttent contre la faim—avec succès—pour atteindre tous ceux qui sont dans le besoin.



Catherine Bertini

Catherine Bertini
Directeur exécutif
Programme alimentaire mondial

83 millions de bénéficiaires

En 2000, le PAM a apporté secours et espoir à 83 millions d'êtres humains tombés dans l'ornière toujours plus profonde de la pauvreté, des catastrophes naturelles et des conflits, dont les victimes sont souvent les femmes, les enfants et les pauvres, c'est-à-dire ceux qui sont le moins à même de subvenir à leurs propres besoins. L'année a été chargée et difficile mais, grâce aux plans d'intervention qu'il avait préalablement élaborés, le PAM a été mieux préparé que jamais.

En comparaison de 1999, les secours fournis par le PAM aux victimes de catastrophes naturelles soudaines comme tremblements de terres et inondations ont augmenté de 19 pour cent, et son aide aux victimes de sécheresses et de mauvaises récoltes s'est accrue de 12 pour cent. Ces catégories d'activités représentent aujourd'hui le tiers du total de l'aide alimentaire du PAM. Selon les prévisions des scientifiques et des experts, l'on peut attendre pour l'avenir à une multiplication des catastrophes naturelles, dont les conséquences seront d'ailleurs plus graves à mesure que la vulnérabilité des populations s'accroît.

L'assistance du PAM aux victimes de conflits armés et de troubles civils a augmenté de sept pour cent par rapport à l'année précédente et représente à l'heure actuelle plus de la moitié des dépenses totales.

La sécheresse dans la Corne de l'Afrique et la persistance de troubles civils et de l'instabilité politique dans des pays comme la Sierra Leone, la République démocratique du Congo, le Soudan et l'Angola ont brutalement accru les besoins d'aide alimentaire du continent: de 40 pour cent par rapport à 1999.

En Asie, les importants besoins d'aide alimentaire ont été imputables principalement aux catastrophes naturelles. Les inondations dans la vallée du Mékong, la sécheresse en Asie centrale et dans l'ouest de l'Asie et des pénuries vivrières chroniques en République populaire démocratique de Corée ont causé d'indicibles souffrances aux populations.

Globalement, le PAM a expédié dans différentes régions du monde 3 544 000 tonnes d'aide alimentaire,

soit trois pour cent de plus que l'année précédente et un peu moins seulement que le chiffre record de 1992. En outre, le PAM a expédié 117 000 tonnes de produits pour le compte de donateurs, ce qui a porté le volume total des produits expédiés à près de 3,7 millions de tonnes. Les ressources reçues par le PAM ont atteint 1,75 milliard de dollars, soit 11 pour cent de plus qu'en 1999.

Ces chiffres dissimulent une tendance préoccupante à long terme dans la mesure où les ressources disponibles pour les activités de développement ont continué de se contracter. L'aide alimentaire pour les activités de développement est retombée à son niveau de 1967, et il importe d'inverser cette tendance si l'on veut que le PAM puisse dissiper la menace de la faim dans le monde.

Les plus pauvres des pauvres, cible des activités du PAM

L'an dernier, plus des cinq sixièmes du total des secours d'urgence et de l'aide alimentaire à l'appui des activités de développement fournis par le PAM sont allés aux pays les plus pauvres du monde, c'est-à-dire aux pays les moins avancés, et à d'autres pays à faible revenu.

Le PAM appuie sans réserve la décision qui a été prise lors du Sommet pour le développement social d'accroître l'assistance à l'Afrique. L'aide au développement fournie par le PAM à ce continent a été entravée par l'apparition de situations d'urgence et par la diminution continue des ressources disponibles pour les activités de développement. Néanmoins, 53 pour cent des 189 projets de développement menés par le PAM en 2000 ont été réalisés en Afrique.

En 2000, le PAM a alloué environ 60 pour cent de ses dépenses opérationnelles à l'Afrique, et il a aussi été le plus gros fournisseur d'assistance sous forme de dons à l'Afrique du système des Nations Unies.

Promotion du commerce et aide aux agriculteurs locaux

Le PAM aide à renforcer la sécurité alimentaire à long terme en facilitant et en stimulant le commerce. Il s'emploie à relier les régions reculées aux marchés en réparant, voire en construisant, installation portuaires, voies ferrées, routes et entrepôts. Toutes ces activités tendent à faciliter une distribution efficiente et efficace des denrées alimentaires. Le PAM est, hormis la Banque mondiale, l'organisme du système des Nations Unies qui achète le plus de biens et de services dans le monde en développement. L'an dernier, le PAM a acheté pour 134 millions de dollars de produits alimentaires dans les pays en développement, soutenant ainsi les agro-industries et agriculteurs locaux de ces pays.

Le PAM a également conclu des contrats de transport maritime et terrestre d'une valeur de plus de 120 millions de dollars avec des entreprises de pays en développement, ce qui a simultanément donné à ces entreprises un soutien économique fort nécessaire et aidé au développement de l'infrastructure de transport des pays intéressés.

Le PAM en chiffres - 2000

Le PAM a secouru 83 millions d'êtres humains parmi les plus pauvres du monde dans 83 pays

- 36 millions de victimes de catastrophes naturelles
- 7 millions de victimes de catastrophes dues à l'homme (comme guerres et troubles civils)
- 18 millions de bénéficiaires d'interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR)
- 22 millions de bénéficiaires d'activités d'aide au développement

Parmi ces bénéficiaires se sont trouvés:

18 millions de personnes déplacées (PDI) dans 32 pays (y compris sept millions de personnes recevant une assistance essentiellement dans des camps)	3 millions de réfugiés dans 25 pays
---	-------------------------------------

Les quantités totales de produits alimentaires distribuées ont atteint près de 3,7 millions de tonnes

- 649 000 tonnes pour des projets de développement
- 1 958 000 tonnes pour des opérations d'urgence
- 936 000 tonnes pour des IPSR
- 117 000 tonnes pour des opérations bilatérales

Les dépenses opérationnelles se sont montées au total à 1,49 milliard de dollars

- 14 pour cent pour les activités de développement
- 86 pour cent pour les activités de secours
- 50 pour cent des dépenses opérationnelles (développement) ont été affectées aux PMA
- 91 pour cent des dépenses opérationnelles (développement) ont été allouées aux PFRDV (y compris les PMA)

Les contributions reçues ont atteint 1,75 milliard de dollars

- 226 millions de dollars pour des projets de développement
- 1,07 milliard de dollars pour des opérations d'urgence (y compris le Compte d'intervention immédiate (CII) et les opérations spéciales)
- 381 millions de dollars pour des IPSR
- 70 millions de dollars à d'autres fins, y compris le programme d'administrateurs auxiliaires

Activités opérationnelles réalisées en 2000

- 189 projets de développement dans 59 pays, pour 215,2 millions de dollars de dépenses opérationnelles
- 185 opérations d'urgence dans 64 pays, pour 778,7 millions de dollars de dépenses opérationnelles
- 93 IPSR dans 39 pays, à un coût de 424,9 millions de dollars

Nouveaux engagements approuvés en 2000

- 2 nouveaux programmes de pays, pour lesquels il a été approuvé 227,5 millions de dollars et 835 383 tonnes de produits
- 21 nouveaux projets de développement (y compris les activités entreprises dans le cadre des programmes de pays approuvés) et 32 révisions budgétaires, soit des engagements de 188,8 millions de dollars et 441 596 tonnes de produits
- 55 nouvelles opérations d'urgence et 16 révisions budgétaires, représentant une valeur de 1,6 milliard de dollars et 3,2 millions de tonnes de produits
- 21 nouvelles IPSR et 16 révisions budgétaires, pour une valeur de 740,8 millions de dollars et 1,3 million de tonnes de produits

En tout, 97 nouvelles opérations ont été lancées dans différentes régions du monde

Résumé

- Dans la **Corne de l'Afrique**, le PAM a dirigé une opération de secours de très grande envergure et, en collaboration avec ses partenaires, distribué une aide alimentaire à 11 millions de personnes affectées par la sécheresse.
- Au **Mozambique** et à **Madagascar**, les pluies torrentielles entraînées par les cyclones **Connie** et **Eline** ont fait d'innombrables sans-abri. Au Mozambique, le PAM a fourni des secours d'urgence à quelque 650 000 victimes des inondations et a également secouru 129 000 personnes à Madagascar.
- Par suite des effets conjugués d'une grave sécheresse, de cyclones et de problèmes d'infrastructure, la **République populaire démocratique de Corée** a été confrontée, pour la septième année consécutive, à des pénuries alimentaires, ce qui a conduit le PAM à organiser une opération

de secours à quelque huit millions de personnes en 2000.

- D'autres pays du centre de l'Asie, en revanche, ont connu la pire sécheresse depuis 40 ans, et des secours alimentaires d'urgence ont été distribués à 3,8 millions de personnes en **Afghanistan**, en **Arménie**, en **Géorgie**, en **Inde**, en **Iran**, au **Pakistan** et au **Tadjikistan**.
- En 2000, le sud de l'Asie a été dévasté par les plus fortes inondations depuis 40 ans. Ainsi, le PAM a fourni une aide alimentaire d'urgence à 900 000 personnes sinistrées au **Bangladesh** et à 700 000 victimes au **Cambodge**, au **Laos** et au **Viet Nam**.
- En **Jordanie** et en **Syrie**, où a sévi une troisième année consécutive de sécheresse, le PAM a dû fournir des secours d'urgence à 188 000 familles de Bédouins en Jordanie et à 329 000 personnes en Syrie.

Sécheresses

La terre brûlée fait de millions de victimes

Au cours des quatre dernières années, le nombre de victimes de la sécheresse secourues par le PAM a plus que quadruplé. L'an dernier, dans plus de 20 pays, plus de 100 millions de personnes subissaient les conséquences d'une sécheresse persistante qui est devenue la cause la plus fréquente des interventions du PAM.

Entre 1988 et 1998, le PAM a dû intervenir dans 102 situations d'urgence causées par la sécheresse, soit 50 pour cent de plus que les crises alimentaires provoquées par les inondations, lesquelles viennent en deuxième position pour ce qui est des catastrophes naturelles les plus fréquentes. Pendant les années 90, les opérations d'urgence montées par le PAM pour faire face aux effets de la sécheresse ont représenté 53 pour cent du total de ses activités d'atténuation des effets de catastrophes naturelles.

Famine évitée dans la Corne de l'Afrique

Le PAM, en collaboration avec les autres organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG), a montré une fois de plus qu'un effort massif de secours peut éviter des famines et sauver des millions de vies.

Plusieurs années de précipitations insuffisantes et de mauvaises récoltes avaient entraîné une grave



sécheresse dans la Corne de l'Afrique, et plus de 16 millions d'êtres humains étaient menacés dans l'ensemble de la région.

Les groupes les plus affectés étaient les populations de pasteurs et d'agriculteurs du sud et de l'est de l'Éthiopie, du sud de la Somalie et du nord du Kenya. Les séquelles de la sécheresse menaçaient cependant aussi dans d'autres pays de la région dont l'Érythrée, Djibouti et le Soudan.

Les signes annonciateurs d'une grave sécheresse n'étaient que trop familiers pour la communauté humanitaire internationale: les vivres et l'eau manquaient sérieusement et les victimes, aux prises avec une hausse rapide des prix des denrées alimentaires, étaient forcées de vendre à vil prix leurs quelques possessions, et notamment leurs animaux.

Les migrations et les déplacements transfrontières avaient encore aggravé les pressions sur les ressources, les populations ayant dû quitter leurs foyers à la recherche de nouveaux pâturages, de meilleures conditions de vie et d'une aide de l'extérieur. Tandis que la Corne de l'Afrique tentait de faire face à cette catastrophe naturelle, la plupart des pays de la région étaient également ébranlés par des troubles civils.

Les problèmes frontaliers entre l'Éthiopie et l'Érythrée ont finalement déclenché des hostilités en mai 2000. Bien que le conflit entre les deux pays eut heureusement pris fin, les combats entre clans persistaient en Somalie et le conflit civil au Soudan ne montrait aucun signe de vouloir se calmer.

De telles crises empêchent les organismes humanitaires de secours de parvenir jusqu'à ceux qui ont désespérément besoin d'aide, mais l'intervention du Secrétaire général de l'ONU, venue à point nommé, et la réaction rapide des donateurs ont permis d'éviter en Afrique une famine de proportions immenses pour la deuxième fois en quelques années. Pour nombre d'observateurs, la situation rappelait la sécheresse qui,

en 1992, avait entraîné en Afrique australe une famine qui, si la communauté internationale n'était pas intervenue rapidement, aurait pu faire jusqu'à 18 millions de morts.

En mars, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a nommé le Directeur exécutif du PAM Envoyée spéciale pour la Corne de l'Afrique afin de coordonner les activités de secours, de mobiliser une prise de conscience et un appui parmi les donateurs et d'aider à promouvoir la sécurité alimentaire à plus long terme dans la région. A cet titre, Mme Bertini s'est rendue dans la région à trois reprises pour faire bien comprendre les dimensions de la crise et pour assurer une réponse efficace et bien coordonnée.

L'Envoyée spéciale a réussi à alerter la communauté internationale et à mobiliser des ressources substantielles pour faire face aux besoins alimentaires et autres. En quelques mois, l'intervention de secours des Nations Unies a aidé à endiguer la crise.

D'importants investissements dans la logistique ont permis aux organismes d'assistance opérant dans la région de livrer des quantités record de vivres et d'autres types de secours d'urgence. Pour les spécialistes de la logistique, le renforcement des capacités de transport a été une course contre la montre.

Le PAM a rassemblé une flotte de quelque 1 200 camions pour transporter les vivres du port de Djibouti jusqu'aux points de livraison en Éthiopie. La capacité

mensuelle de transport par route du port de Djibouti en Éthiopie a ainsi atteint 150 000 tonnes. Le PAM a également importé 140 fourgons pour accélérer la livraison de vivres aux bénéficiaires en Éthiopie.

Le PAM a aidé à moderniser les ports de Djibouti et de Berbera, à améliorer les routes reliant Djibouti et Berbera à l'Éthiopie,

à remettre en état le réseau routier au Kenya, à mettre en place un système efficace de coordination de la logistique et à renforcer les services de transport aérien en Éthiopie pour que le personnel humanitaire



puisse mener à bien des missions d'évaluation, de suivi et de protection de la sécurité.

Bien que la famine ait été évitée, le combat humanitaire dans la Corne de l'Afrique est loin d'être terminé.

Des millions d'êtres humains continuent de vivre sur le fil du rasoir, au bord de l'insécurité alimentaire. Ils ont perdu la majeure partie de leur bétail et ne peuvent se nourrir sans aide de l'extérieur. Les femmes, en particulier, demeurent chaque jour aux prises avec les effets de la sécheresse.

Inondations

Une catastrophe sans précédent déferle sur le Mozambique.

Lorsque les pires inondations de son histoire récente ont déferlé sur le Mozambique en février 2000, quelque 198 000 hectares de terres agricoles ont été dévastés et plus de 650 000 personnes ont été isolées. Grâce à la collaboration des donateurs et d'autres organismes humanitaires, le PAM a lancé une vaste

opération de recherche et de sauvetage par hélicoptère. Les hélicoptères ont hissé les victimes des inondations des arbres dans lesquels ils s'étaient réfugiés, tandis que des milliers de victimes ont dû subsister pendant des jours, sans nourriture ni eau salubre, sur des îlots surpeuplés de terres émergées.

Après trois mois d'opération de secours, il a finalement cessé de pleuvoir au Mozambique et les crues ont commencé à reculer. La plupart des 650 000 personnes déplacées sont rentrées dans leurs foyers mais continuent d'avoir besoin d'une assistance du fait des dommages causés à l'agriculture.

Assistance à plus d'un million de personnes en Asie

En Asie, des moussons précoces, prolongées et violentes ont causé de graves inondations dans une bonne part du sud et du sud-est du continent. Ainsi, dans l'ouest du Bangladesh et dans l'Etat indien du Bengale occidental, les inondations, sans doute les pires depuis un siècle, ont fait quelque 2,7 millions de sinistrés. Les inondations ont également été les plus fortes depuis 60 ans dans la région vietnamienne du



Sauvée des inondations, Rafa aide maintenant son prochain

Lorsque les eaux torrentielles ont noyé la ville de Nwachicoloane, en février 2000, Rafa Francisco Nduvane, son mari Filipe et ses six enfants ont tout juste eu la vie sauve. Les eaux ont monté si rapidement qu'elles leur arrivaient déjà jusqu'à la taille lorsqu'ils ont escaladé un château d'eau, bâtiment le plus élevé qu'ils aient pu trouver.

Pendant deux semaines, 221 personnes se sont entassées au sommet du château d'eau avant que les eaux baissent suffisamment pour qu'une embarcation puisse transporter tout le monde jusqu'à la route.

"Vous ne pouvez pas imaginer ce que nous avons souffert, en haut de cette citerne, pendant deux semaines sans vivres ni eau," rappelle Filipe. "Nous étions tous en piteux état lorsque nous sommes arrivés au camp de Chiaquelane mais, lorsque nous avons vu les camions du PAM, nous avons été rassurés."

Les hélicoptères du PAM ont apporté des vivres et hissé à bord les survivants accrochés aux arbres ou réfugiés sur les toits. Au plus fort de la crise, le PAM nourrissait chaque mois 650 000 personnes réfugiées dans des camps comme celui de Chiaquelane.



Après les crues, la plupart des habitants ont regagné leurs foyers mais quelque 170 000 Mozambicains demeurent confrontés à de graves pénuries alimentaires. Rafa et Filipe sont des agriculteurs de subsistance dans une région de cultures commerciales de riz où la plupart des familles sont salariées. Certaines ont des lopins d'un ou deux hectares mais, les récoltes étant annihilées et les terres étant encore

saturées, plus de 1 300 familles de Nwachicoloane et, celle de Rafa, ont besoin de secours alimentaires.

Pendant son séjour à Chiaquelane, le plus grand des plus de 100 camps de fortune où les victimes de la sécheresse avaient cherché refuge par milliers, Rafa a commencé à travailler bénévolement pour faire la cuisine pour les innombrables enfants et adultes souffrant de malnutrition.

"Je n'avais pas grand chose à faire et ma famille était en sécurité, ainsi j'ai décidé d'aider les autres," explique Rafa. Rentrée chez elle, elle poursuit ses bonnes œuvres. Deux fois par jour, elle prépare pour les enfants de Nwachicoloane, dont le nombre varie entre 50 et 80, une bouillie faite de farine de maïs, de sucre et d'huile fournis par le PAM.

delta du Mékong, et de telles inondations n'avaient pas été vues depuis un demi siècle au Cambodge et depuis 35 ans au Laos. En tout, huit millions de personnes ont été affectées.

Le PAM a fourni des secours alimentaires d'urgence à 700 000 victimes des inondations au Cambodge, au Laos et au Viet Nam, à un coût total de quelque 14 millions de dollars. Une aide a également été fournie à 900 000 des victimes les plus pauvres isolées par les crues au Bangladesh. Le PAM a également, dans le cadre de ses opérations d'urgence, aidé au relèvement de l'infrastructure rurale endommagée par les inondations au moyen de programmes vivres-contre-travail.

Ces opérations ne sont que les plus récentes des activités d'assistance du PAM à la région. Les inondations étant un phénomène fréquent, le PAM a fourni des secours à leurs victimes en Asie depuis de nombreuses années.

Séquelles du cyclone Mitch

Au Nicaragua et au Honduras, l'absence de précipitations a presque annihilé la production agricole locale dans les deux pays, particulièrement le long de leur frontière commune. Le PAM a lancé une opération d'urgence pour distribuer les vivres à 180 000 ruraux pauvres affectés par la sécheresse.

La sécheresse est arrivée alors que ces pays commençaient à peine à se remettre des effets dévastateurs du cyclone Mitch, le plus violent depuis deux siècles, qui a ravagé l'Amérique centrale en octobre 1998 en laissant dans son sillage des dégâts virtuellement sans précédent.

Le PAM a appuyé les efforts de reconstruction et de relèvement au Nicaragua et au Honduras, pays où le développement a reculé de presque 50 ans dans certaines régions, mais une assistance internationale demeure nécessaire pour aider les communautés à reconstruire leurs vies.

Résumé

- A la suite des violents affrontements qui ont éclaté dans le **Territoire palestinien**, le PAM a, à la suite d'un appel du Ministère des affaires sociales de l'autorité palestinienne, commencé à organiser des secours d'urgence pour 257 000 membres des ménages les plus pauvres.
- En **Angola**, de sérieuses perturbations de la filière de distribution de vivres ont compromis la capacité du PAM d'aider plus d'un million de personnes ayant un besoin urgent de vivres, et les rations ont dû être réduites en attendant de nouvelles annonces de contributions.
- Dans la région des **Grands Lacs**, le PAM a continué de fournir un appui à quelque 2,5 millions de personnes, pour la plupart personnes déplacées et réfugiés.
- La recrudescence de l'activité des rebelles en **Guinée** a obligé le PAM à continuer de distribuer des secours d'urgence à 134 000 réfugiés de la **Sierra Leone** et du **Libéria** et à 150 000 personnes déplacées.
- L'effondrement du processus de paix de Lomé en **Sierra Leone** et les combats qui ont éclaté par la suite ont obligé le PAM à interrompre à plusieurs occasions ses livraisons et distributions de vivres, ce qui a encore accru la vulnérabilité et le désespoir d'un grand nombre des 520 000 personnes affectées par la guerre qui sont tributaires d'une aide alimentaire.
- L'arrivée au **Soudan** de 80 000 nouveaux réfugiés érythréens fuyant les combats, en mai et juin, a conduit à repenser l'opération du PAM pour pouvoir secourir les nouveaux réfugiés.
- En **République démocratique du Congo**, la situation humanitaire a empiré et le PAM a distribué des rations alimentaires d'urgence à plus de 830 000 personnes déplacées par les hostilités.
- En **Ethiopie** et en **Erythrée**, la guerre a déplacé les populations locales qui vivaient dans les régions frontalières et le PAM a ainsi dû secourir 288 000 personnes déplacées en Ethiopie et 345 000 en Erythrée.
- Dans le **nord du Caucase**, en Fédération de Russie, le PAM a fourni une aide alimentaire d'urgence à plus de 280 000 personnes affectées par la violence en Tchétchénie qui avaient été forcées de quitter leurs foyers.
- En dépit de la situation extrêmement dangereuse en **Tchétchénie**, également en Fédération de Russie, le PAM a secouru 110 000 personnes qui n'avaient pu quitter la région.
- En décembre, le PAM a lancé dans la région des **Balkans** une nouvelle opération d'urgence d'une valeur de 90 millions de dollars qui bénéficiera, en **Serbie**, à 700 000 personnes aux prises avec la hausse vertigineuse des prix des denrées alimentaires et avec les difficultés causées par les nouvelles réalités économiques. En outre, le nombre de personnes qui recevront une assistance dans le cadre de cette opération sera de 280 000 dans la province du **Kosovo**, de 150 000 au **Monténégro**, de 68 000 en **Albanie** et de 7 500 dans l'**ex-République yougoslave de Macédoine**.
- Par ailleurs, les conflits internes s'étant intensifiés en **Colombie**, le nombre de personnes déplacées a énormément augmenté, et le PAM fournit une assistance à 230 000 des personnes déplacées les plus vulnérables ayant dû récemment quitter les campagnes et les taudis urbains où elles vivaient.

Conflit en Tchéchénie

En Tchéchénie, la distribution de secours humanitaires est extrêmement difficile du fait du conflit, qui a sérieusement limité les possibilités de déplacement du personnel humanitaire, de sorte qu'une proportion importante de la population ne veut pas être secourue par les organismes d'assistance et est exposée à la faim.

L'an dernier, cependant, les interventions menées par le gouvernement et par la communauté internationale dans le nord du Caucase ont beaucoup contribué à atténuer les souffrances parmi les Tchéchenes qui avaient recherché refuge en Ingushétie.

En décembre 2000, le PAM avait réussi à secourir 110 000 personnes en Tchéchénie même grâce à des distributions ciblées de vivres aux groupes vulnérables et aux personnes âgées. Comme cela est souvent le cas en périodes troublées, les victimes du conflit sont en majorité des femmes et des jeunes enfants, qui constituent jusqu'aux trois quarts des bénéficiaires de l'aide du PAM.

“C'est comme une punition”

Avant la dernière reprise des conflits, fin 1999, Zamira était comptable à Grozny. Lorsque son quartier a commencé à être bombardé, Zamira et ses trois enfants ont cherché refuge en Ingushétie. Son mari, Savarbek, a décidé de rester au foyer pour protéger les biens de la famille. Trois mois plus tard, Zamira a appris que Savarbek était mort et que leur maison avait été pillée.

Désormais veuve, Zamira vit avec sa mère, ses proches et beaucoup d'enfants et tous partagent, à 13, un petit appartement à Karabulak, pour lequel ils doivent payer un loyer. Le ménage est devenu presque entièrement tributaire de l'aide humanitaire. "L'aide alimentaire du PAM est notre seule source régulière d'aliments, et elle nous est indispensable pour survivre", souligne Zamira.

Zamira cherche un emploi, mais, jusqu'à présent, n'en n'a pas trouvé. "Vivre sans rien faire est comme une punition."

En Afghanistan, la crise humanitaire continue

Vingt ans de conflits incessants ont fait de l'Afghanistan l'une des principales sources de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde. Le mouvement des Talibans contrôle 90 pour cent du pays mais les combats se poursuivent dans le nord, et la crise humanitaire persiste.

A la fin 2000, les combats dans le nord-est du pays avait déplacé des dizaines des milliers de personnes vers Rostaq, Dasht-e-Qala, Khoja Bahauddin, Keshem, Faizabad et Yangi Qala. En outre, quelque 10 000 personnes déplacées étaient bloquées sur les îles du fleuve Pyandj, le long de la frontière avec le Tadjikistan, et environ 30 000 personnes, principalement des femmes et des enfants, avaient cherché refuge au Pakistan.

Ces nouveaux arrivés sont venus grossir les rangs des milliers de personnes déplacées et de réfugiés qu'avaient faits les affrontements antérieurs, dont 60 000 dans la vallée de Panjshir et 200 000 personnes de plus déplacées pendant les combats de 1999. En 2000, le PAM a secouru en tout quelque 3,8 millions de personnes, dont 600 000 personnes nouvellement déplacées.



La crise en Afghanistan a même affecté des populations qui n'étaient pas directement touchées par la poursuite des combats dans le nord du pays. L'infrastructure publique, ainsi que les organismes chargés de la prestation de la plupart des services de santé de base et d'éducation et des autres services sociaux, se sont totalement effondrés.

Les problèmes de sécurité ont inévitablement eu pour effet d'empêcher les organismes humanitaires d'avoir

accès aux régions de l'Afghanistan les plus durement touchées par les hostilités. Dans le nord, du fait de l'instabilité, le bureau du PAM en Afghanistan a dû adopter une politique de prudence maximum, ne conservant pour ses activités qu'un mois au maximum de stocks de produits alimentaires.

En 2000, le PAM a de nouveau été l'organisme des Nations Unies qui a fourni le plus d'assistance à ce pays déchiré. Il a continué de fournir des secours d'urgence aux personnes déplacées et à aidé un grand nombre de citoyens pauvres, grâce à ses boulangeries, à Kaboul et à Mazar.

Outre ses activités de secours, le PAM s'est également attaché à défendre les droits fondamentaux, en particulier des femmes. En juillet 2000, les Talibans ont promulgué un décret interdisant aux femmes de

travailler pour des organismes des Nations Unies dans des domaines autres que la santé. Le 16 août, le PAM, qui appuie à Kaboul 24 boulangeries dirigées par des femmes où travaillent 360 employées, a reçu l'ordre de se conformer à ce décret. Après que le PAM eut menacé de retirer son personnel, l'interdiction a été rapportée, et les boulangeries, qui distribuent du pain subventionné à 7 200 ménages dirigés par des femmes, ont pu rouvrir.

Les boulangeries féminines de Kaboul et de Marza-I-Sharif sont l'une des très rares possibilités d'emploi qui s'offrent aux femmes en Afghanistan, auxquelles, pour l'essentiel, le travail est interdit par les Talibans au pouvoir. Les travailleuses sélectionnées par le PAM, jadis bénéficiaires de son aide alimentaire, étaient au nombre des

femmes les plus pauvres. Beaucoup d'entre elles étaient veuves ou étaient le seul gagne-pain de la famille. Les boulangères ne sont pas directement employées par le PAM, mais par les sous-traitantes qui gèrent les boulangeries, qui sont pour elles la seule source de revenu. A Kaboul, par exemple, les boulangères reçoivent chacune 100 kilogrammes de blé par mois et un salaire en espèces (40 dollars pour le personnel d'encadrement et 20 dollars pour les ouvrières).

En tout, le PAM appuie dans le pays 257 boulangeries—dont 45 gérées par des femmes—qui permettent à quelque 400 000 personnes de recevoir leur pain quotidien. A Mazar-I-Sharif, le PAM appuie 20 boulangeries exclusivement féminines où travaillent 160 employées et qui aident 4 500 familles.



Dans les Grands Lacs, une mosaïque de situations d'urgence chroniques

En 2000, la région des Grands Lacs, qui s'étend au Rwanda, au Burundi, à la Tanzanie, à l'Ouganda, à la République du Congo et à la République démocratique du Congo, ressemblait à une mosaïque de crises chroniques.

Les conflits se poursuivant en République démocratique du Congo, au Burundi et en Ouganda, et l'on estime que quatre millions de personnes déplacées se sont éparpillées dans la région. En République du Congo, au Rwanda et en Tanzanie, épargnés par des crises internes majeures, les réfugiés ont continué d'affluer à la recherche d'un abri et de secours.

Les organisations humanitaires n'ont pas pu atteindre toutes les régions affectées par les conflits, et elles n'ont pu cibler leurs activités que sur les populations les plus vulnérables. En 2000, néanmoins, le PAM, qui avait déjà distribué quelque 1,6 million de tonnes d'aide alimentaire dans la région au cours de sept dernières années, a fourni des secours alimentaires à 1,25 million de réfugiés et de personnes déplacées dans le cadre de ses interventions prolongées de secours et de redressement.



En Afrique de l'Ouest, la lutte contre la faim se poursuit, envers et contre tout, dans trois pays

Fin 2000, la persistance des conflits entravait sérieusement les efforts de secours humanitaires du PAM et affectait la sécurité alimentaire d'innombrables habitants de vastes régions d'Afrique de l'Ouest.

- En Guinée, les incursions armées des groupes opposés aux autorités au pouvoir, le long de la frontière avec le Libéria et avec la Sierra Leone, ont déplacé de millions de personnes. Ces incursions ont également affecté l'assistance fournie aux réfugiés sierra-léoniens qui avaient déjà cherché refuge dans la région après avoir fui la guerre dans leur propre pays. De ce fait, les efforts menés par le PAM pour distribuer des vivres aux 190 000 réfugiés et personnes déplacées dans le "bec de perroquet", étroite protubérance de territoire guinéen en Sierra Leone, ont été continuellement perturbés. Le PAM a néanmoins réussi à localiser plus de 55 000 réfugiés et quelque 50 000 personnes déplacées à Forecariah, Kindia, Faranah, Kankan et Kissidougou et à leur distribuer des vivres.
- En Sierra Leone, la reprise des hostilités, en mai 2000, a paralysé le processus de démobilisation et a fait des milliers de personnes déplacées. Le manque de sécurité a temporairement forcé le PAM à suspendre ses activités dans certaines régions mais, à la fin de l'année, il fournissait des secours à quelque 120 000 personnes déplacées ainsi qu'à quelque 7 400 rapatriés de Guinée.
- Au Libéria, les opérations du PAM ont été compromises par l'aggravation de l'insécurité causée par les hostilités qui avaient éclaté dans le district de Lofa ainsi que par les affrontements ethniques dans certaines localités du district de Nimba.

Alimentation scolaire

La clé: l'éducation des filles

"Il y a près de Quetta, dans une région désertique reculée du Pakistan, une petite école. Cette école n'a rien d'extraordinaire. Mais les familles locales l'ont adoptée lorsque le Programme alimentaire mondial leur a offert un marché très simple: si vous envoyez vos enfants, surtout les filles, à l'école, nous vous donnerons de l'huile. Les familles ont réagi avec enthousiasme. Le taux de scolarisation des filles a doublé et la demande a été telle que l'école a même dû organiser des classes en pleine air."

Catherine Bertini, Directeur exécutif du PAM, interrogée par le Sénat des Etats-Unis au sujet du Programme international de déjeuners scolaires.

L'éducation des filles est l'un des investissements les plus judicieux et les plus rentables que puisse faire un pays. C'est la clé de l'autonomie, les filles pouvant ainsi acquérir les connaissances et les compétences dont elles ont besoin pour prendre leur destin en main et améliorer les conditions de vie de leurs familles et de la société dans son ensemble.

L'éducation des filles contribue beaucoup à améliorer l'état de santé et la situation nutritionnelle et à élever les revenus des familles

et se traduit souvent par une réduction des taux de mortalité infantile et de mortalité maternelle.

Les filles éduquées ont tendance à se marier plus tard et avoir moins d'enfants, lesquels sont également plus sains et mieux nourris; elles peuvent mieux se protéger contre la maladie, y compris le VIH/SIDA.

Une femme éduquée a également plus de chances d'envoyer ses propres enfants à l'école, en

particulier ses filles. Envoyer une fille à l'école lui ouvre dans la vie une gamme beaucoup plus large de possibilités et de choix.

Si les filles ne sont pas éduquées, le développement d'un pays se trouve sérieusement compromis, et il ne peut pas y avoir d'égalité entre les sexes.

Depuis la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en 1995, le PAM a mis les besoins et les intérêts des femmes et des filles au coeur de toutes ses activités.



Les "Engagements en faveur des femmes" que le PAM a pris à la Conférence de Beijing comprennent notamment celui d'allouer aux filles 50 pour cent des ressources dont il dispose pour promouvoir l'éducation dans un pays.

Conscient de ce que les programmes traditionnels d'alimentation scolaire ont été souvent insuffisants pour réaliser cet objectif et résolu à atténuer les différences des niveaux

d'instruction entre garçons et filles, le PAM a mis au point un moyen novateur d'utiliser l'aide alimentaire pour promouvoir l'éducation des filles.

Des produits alimentaires de grande consommation, comme des sacs de riz, sont distribués aux familles, à charge pour celles-ci d'envoyer leurs filles à l'école. La distribution de ces rations familiales compense le travail que les filles ne peuvent pas accomplir

au foyer et permet aux filles de fréquenter l'école.

C'est en 1991 que le PAM a lancé le premier de ces programmes d'échange de rations familiales contre l'éducation des filles. De tels programmes sont en cours ou prévus dans 16 pays de presque toutes les régions du monde en développement afin de donner aux filles non seulement des aliments mais aussi un espoir nouveau et une éducation.



L'éducation des filles: quelques chiffres

- Deux sur trois des enfants qui ne fréquentent pas l'école primaire sont des filles. Dans les pays en développement, la moitié des femmes ne savent ni lire, ni écrire.
- Bien que les filles constituent la majorité des quelque 150 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui sont inscrits à l'école, nombre d'entre elles la quittent avant la fin de leur quatrième année d'études, c'est-à-dire avant d'avoir appris à lire, à écrire et à compter.
- Dans les pays en développement, l'on estime que le taux d'alphabétisation des femmes est de 66 pour cent, contre 81 pour cent pour les hommes. Sur les quelque 875 millions d'adultes illettrés qu'il y a de par le monde, deux tiers sont des femmes, et l'Asie demeure la région où les différences de niveau d'instruction entre hommes et femmes sont les plus marquées.
- Des études de l'ONU ont montré que les filles illettrées ont en moyenne six enfants chacune. Se mariant parfois dès l'âge de 11 ans, elles peuvent avoir jusqu'à sept enfants avant d'atteindre 18 ans. Il existe dans le monde en développement 100 millions de jeunes mères, de nouveau-nés et d'enfants d'âge préscolaire dans le besoin.
- Les filles qui vont à l'école se marient plus tard, ont des naissances plus espacées et ont en moyenne 2,9 enfants. Des femmes éduquées et plus mûres sont également mieux équipées pour élever leurs enfants.

En classe, à l'abri de la faim

Partout dans le monde, dans les pays pauvres, les enfants sont empêchés de fréquenter l'école, devant plutôt s'occuper du potager ou de leurs cadets ou chercher de l'eau et du bois de feu.

Il y a dans le monde quelque 300 millions d'enfants qui souffrent d'une faim chronique et 130 millions d'entre eux ne vont pas à l'école. Faute d'éducation adéquate, la plupart d'entre eux ne sortiront jamais de l'ornière de la faim et de la pauvreté.

Les enfants pauvres qui ont la chance de fréquenter l'école, souvent, ne sont pas mieux lotis. Dans les pays en développement, la plupart des écoles n'ont pas de cantine ou de réfectoire. L'estomac vide, l'esprit des enfants vagabonde et ils ont peine à se concentrer sur leurs leçons. Certes, ils sont à l'école, mais ils ne sont pas à même d'assimiler ce qui leur est enseigné.

Distribuer aux enfants un petit déjeuner ou un déjeuner chaud à l'école peut résoudre le problème.

Lorsque les enfants se nourrissent à l'école, les taux de scolarisation augmentent nettement: les parents sont plus disposés à envoyer leurs enfants à l'école s'ils savent qu'ils y recevront un repas nourrissant. Les enfants, pour leur part, peuvent, sans constamment avoir la nourriture à l'esprit, se concentrer sur leurs devoirs.

Voilà déjà près de 40 ans que le PAM fournit des repas nutritifs aux élèves des pays pauvres du monde entier. Le PAM, en collaboration avec les gouvernements nationaux, les autorités locales et les ONG, utilise l'alimentation pour attirer les enfants à l'école là où les taux de scolarisation sont les plus faibles.

Chaque année, le PAM consacre en moyenne 100 millions de dollars aux programmes d'éducation primaire dans des pays aussi divers que la République populaire démocratique de Corée, la Chine, le Bangladesh, le Libéria, l'Éthiopie et le Nicaragua. En 2000, il a nourri plus de 12,3 millions d'élèves dans 54 pays, et des millions d'autres reçoivent des repas à l'école dans le cadre des opérations d'urgence menées par le Programme pour secourir les victimes de conflits et de catastrophes naturelles.

Le PAM est également devenu, grâce à son programme de distribution de rations familiales, l'un des organismes qui sont au premier plan des efforts déployés dans le monde pour encourager l'éducation des filles. Il distribue des rations d'huile ou d'autres types d'aliments représentant l'équivalent d'un mois de consommation aux parents qui envoient leurs filles à l'école, aussi longtemps que celles-ci maintiennent un certain niveau d'assiduité. L'on a pu ainsi, dans certains cas, accroître les taux de scolarisation des filles dans des proportions atteignant 300 pour cent.

Grâce à une contribution substantielle reçue du Gouvernement des États-Unis en décembre, le PAM pourra poursuivre et, espère-t-il, élargir ses activités d'alimentation scolaire dans d'autres pays en 2001. Au cours de l'année à venir, il a l'intention de lancer un programme mondial pour mobiliser un financement auprès d'autres gouvernements donateurs tout en renforçant ses alliances avec les organismes d'assistance, les institutions bénévoles et les gouvernements dans le monde en développement.

Le but sera non seulement de distribuer une alimentation aux enfants des écoles, mais aussi de répondre aux autres besoins critiques en matière d'hygiène, de santé et d'éducation, éléments indispensables à une éducation solide. Le PAM voudrait pouvoir aider à créer la première génération d'enfants qui, depuis que l'humanité existe, soit à l'abri du fléau de la faim.



Au début de 2000, George McGovern, Représentant permanent des États-Unis auprès de la FAO, a instamment engagé tous les pays à faire en sorte que, partout dans le monde, tous les enfants qui en ont besoin reçoivent un repas nutritif à l'école. Lors du Sommet du G8, en juillet dernier, les États-Unis ont annoncé leur première contribution à cet effort mondial d'alimentation scolaire et ont demandé aux autres pays de fournir eux aussi une assistance.

Pourquoi une alimentation scolaire est nécessaire

Les objectifs principaux du PAM sont de combattre la faim et la pauvreté et d'améliorer la qualité de la vie des populations les plus vulnérables du monde. Or, l'éducation de base, spécialement des filles, est parmi les meilleurs investissements que l'on puisse faire pour améliorer la situation matérielle, sociale et économique des pauvres.

Les objectifs fondamentaux des activités d'alimentation scolaire du PAM sont de faciliter l'accès à l'éducation et d'accroître les taux de scolarisation tout en améliorant simultanément la santé, la nutrition et le savoir.

En transférant aux familles un "revenu" sous forme d'aliment, les activités d'alimentation scolaire peuvent encourager la scolarisation et l'assiduité et réduire les taux d'abandons scolaires.

La distribution de repas à l'école et les activités complémentaires entreprises dans les domaines de la santé et de la nutrition— approvisionnement en eau salubre, vermifugeage et aménagement de latrines dans les écoles— permettent ainsi d'améliorer l'état de santé et le bien-être des enfants.

L'alimentation scolaire peut faciliter l'assimilation des leçons à l'école en éliminant les effets immédiats de la faim. Pour cela, les enfants doivent être nourris tôt dans la journée.



Approches novatrices

Aucune situation ne ressemble à une autre. Si dans certains domaines les mêmes méthodes peuvent être suivies maintes et maintes fois, le PAM doit constamment mettre au point des approches nouvelles pour faire en sorte que les populations dans le besoin puissent être atteintes rapidement et efficacement.

Activités de développement

Depuis qu'a été adoptée, en 1999, sa nouvelle politique visant à favoriser le développement, le PAM a utilisé l'aide alimentaire pour faire face aux besoins alimentaires les plus immédiats tout en créant des conditions propres à renforcer la sécurité alimentaire à long terme des populations pauvres.

Le PAM a tiré d'importants enseignements de la mise en oeuvre de sa politique d'aide alimentaire au service du développement. Dans certains cas, il a été conduit à modifier le ciblage géographique des activités entreprises dans les pays. De plus en plus, il a utilisé un système unique, appelé analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV), qui permet aux agents humanitaires de recenser et de localiser l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire les populations qui risquent le

plus d'être affectées par la faim et la pauvreté, de rechercher où et pourquoi de telles situations existent et d'identifier les régions sur lesquelles doit être ciblée l'aide alimentaire.

- Au Tchad, le programme de pays qui vient d'être approuvé a été ciblé, à la suite d'une analyse ACV, sur les cinq préfectures de la zone du Sahel, où l'insécurité alimentaire et les risques de sécheresse sont les plus graves.
- Au Bangladesh, les techniques ACV ont été utilisées pour recenser les régions où l'insécurité alimentaire est la plus sérieuse afin de mieux cibler le nouveau programme de pays.

Neuf des schémas de stratégie de pays et programmes de pays approuvés par le Conseil d'administration en 2000 comportaient des activités d'atténuation de l'impact

des catastrophes. Ainsi:

- Au Soudan, le PAM appuiera des activités tendant à aménager des systèmes de collecte de l'eau pour amortir l'impact de la sécheresse sur les moyens de subsistance ruraux et a également l'intention d'entreprendre l'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence.
- En Tanzanie, le schéma de stratégie de pays élaboré par le PAM met un accent très marqué sur l'atténuation de l'impact des catastrophes. Le programme de pays sera fondé sur les enseignements retirés d'un projet pilote dans le cadre duquel des activités vivres-contre-travail ont été utilisées pour créer des avoirs, comme greniers à grains et routes d'accès, qui améliorent la sécurité alimentaire à long terme et réduisent la vulnérabilité aux sécheresses.

Dans l'Himalaya, arriver jusqu'à ceux qui ont faim

La réputation que s'est faite le PAM de réussir à distribuer des vivres dans certaines des régions les plus reculées du monde a encore une fois été mise à l'épreuve au Népal lorsque le Programme a lancé l'an dernier son projet d'aide humanitaire et l'a mené à bien à des altitudes rarement atteintes jusqu'alors.

Lorsque le PAM a préparé des projets de développement dans certaines des

localités les plus inaccessibles des régions montagneuses du nord du Népal, il a dû, avec ses partenaires, résoudre le problème consistant à savoir comment l'aide alimentaire pourrait être transportée sur des distances que n'auraient pas pu couvrir des mules ou des porteurs et sur lesquelles un transport par

avion aurait été trop onéreux.

En avril, à la suite d'une décision sans précédent, le PAM a demandé au Gouvernement chinois l'autorisation de transporter son aide alimentaire par la route à travers le Tibet. Six mois plus tard, un convoi de camions chargés de

vivres a pu pour la première fois franchir les 1 300 kilomètres de route s'étendant à travers le Tibet, en territoire chinois, de Katmandou, dans le sud du Népal, jusqu'à la frontière nord du pays, à Humla.



Il a fallu au convoi huit jours pour couvrir ce trajet, sur des routes de montagne difficiles, à une altitude tombant rarement à moins de 4 500 mètres. Au bout de la route, à Humla, 40 yaks attendaient pour transporter les vivres sur le dernier tronçon de cette odyssée jusqu'aux communautés népalaises les plus démunies d'aliments.

Les projets vivres-contre-travail du PAM, d'une durée de cinq ans, aideront plus d'un million de Népalais à s'extirper de la misère. Son programme d'aide alimentaire, d'une valeur de 13 millions de dollars, permet aux bénéficiaires d'investir leur temps et leur énergie dans la construction de routes, de pistes et de systèmes d'irrigation qui, à terme, renforceront leur sécurité alimentaire. Dans les districts montagneux pauvres du Népal, la faim résulte à la fois d'une productivité médiocre et de l'impossibilité de transporter des aliments jusqu'à des localités aussi éloignées.

Déminage

Pour les civils, c'est à la fin d'une guerre ou d'un conflit, lorsque les personnes déplacées regagnent leurs foyers et recommencent à travailler leurs champs, que les mines terrestres commencent à constituer le véritable danger. Les mines terrestres tuent ou mutilent quelqu'un tous les 15 minutes et font en tout 26 000 victimes par an, dont 30 pour cent de femmes et d'enfants.

En Ethiopie, le PAM a intégré des campagnes de déminage et de sensibilisation à ses programmes d'urgence pour faciliter le retour des personnes déplacées. Il a recruté des experts de la Fédération suisse de déminage qui ont été chargés d'entreprendre une évaluation de la situation dans les régions frontalières après les conflits entre l'Ethiopie et l'Erythrée. Sur la base des recommandations des experts, le PAM a collaboré avec différentes entités nationales et internationales pour faire en sorte que la zone soit déminée dans le cadre du Plan national éthiopien de déminage. Le PAM a également mis ses sites de distribution à disposition pour les activités de sensibilisation.

Le PAM et le VIH/SIDA

Conscient de ce que le VIH/SIDA est à la fois une cause et une conséquence de l'insécurité alimentaire, le PAM a commencé, en 2000, à s'attaquer aux effets dévastateurs de la pandémie.

Le PAM s'attache à améliorer la sécurité alimentaire des familles affectées par le VIH/SIDA, non seulement en distribuant des vivres pour atténuer l'impact de la maladie, mais aussi en appuyant des activités de prévention.

Au Kenya, le programme d'alimentation scolaire sera modifié de manière que les orphelins qui fréquentent l'école emportent à la maison des rations destinées aux familles qui s'occupent d'eux.

En Ethiopie, où le PAM emploie plus de 2 000 camionneurs dans le cadre de son opération d'urgence de grande envergure, il a organisé à leur intention une campagne de sensibilisation qui comprend notamment la distribution de préservatifs.

Lutte contre la propagation du virus d'Ebola

Lorsque le foyer de maladie d'Ebola a menacé de faire échec aux efforts de secours dans le nord de l'Ouganda, le PAM a continué à distribuer des vivres à 341 000 personnes déplacées après avoir appliqué des mesures spéciales de précaution recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), notamment en imposant le port de vêtements de protection et en plaçant un dispositif de sécurité plus rigoureux dans les sites de distribution pour mieux maîtriser les mouvements de foules. Ces mesures ont permis au PAM, ainsi qu'aux agents bénévoles des communautés et des ONG, de continuer de travailler malgré la crise.

La distribution de secours d'urgence avait essentiellement pour but de veiller à ce que les personnes déplacées conservent chez elles des stocks suffisants d'aliments pour ne pas avoir à entrer et sortir constamment des camps à la recherche de vivres, ce qui aurait facilité la propagation de cette maladie mortelle.

Assistance humanitaire et secours en cas de catastrophes

Pendant l'année écoulée, le PAM a continué à faire face aux crises humanitaires tout en entreprenant un effort majeur pour améliorer sa préparation et ses capacités d'intervention en cas d'urgence. Il a continué de s'attacher à améliorer la sécurité de son personnel dans les régions les plus dangereuses et à resserrer la coordination et la collaboration avec les autres organismes des Nations Unies et acteurs humanitaires.

Sécurité

Sécurité du personnel

Le PAM opère dans des situations difficiles et dangereuses, et il faut rendre hommage à tous ceux qui, dans des conditions pénibles et parfois au péril de leur vie, s'emploient à aider ceux qui sont dans le besoin.

Comme l'ont prouvé les agents humanitaires qui ont ainsi sacrifié leur vie, les efforts humanitaires ont un

coût en vies humaines, ce qui a encore renforcé la ferme volonté du PAM d'assurer la sécurité de tout son personnel.

En février 2000, le Directeur exécutif a fait une déclaration devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies pour appeler son attention sur les conditions auxquelles sont exposés les agents humanitaires ainsi que sur la nécessité de renforcer le système de gestion de la sécurité des Nations Unies. En outre, le PAM a été au premier plan des efforts entrepris au niveau de l'ensemble du système des Nations Unies pour resserrer la coopération en matière de sécurité avec les ONG.

Cette volonté du PAM de protéger son personnel s'est manifestée également, en 2000, par l'intégration des questions de sécurité aux activités de planification et de formation du Programme, par exemple à la préparation

Préparation et intervention

La préparation de plans d'intervention en cas d'urgence a pour but d'identifier les situations pouvant entraîner un changement dans le niveau et la nature de l'assistance du PAM ainsi que de déterminer les types d'intervention, les systèmes, les structures et les ressources à mettre en oeuvre pour faire face à ces situations.

Pendant l'année écoulée, le PAM a élaboré des plans d'intervention en cas d'urgence pour 15 pays ou régions et mis à jour les directives applicables dans ce domaine.

En outre, il a été constitué un fichier d'agents qualifiés pouvant être déployés dans un délai de 48 heures pour faire face à des nouvelles situations d'urgence dans des régions très exposées. Le fichier du PAM comporte actuellement le nom de 109 fonctionnaires spécialisés dans des disciplines très diverses.

Après avoir suivi un nouveau cours de formation et de préparation aux interventions d'urgence d'une durée de 11 jours, les fonctionnaires demeureront

en état d'alerte pendant trois mois. Cette formation conjugue une préparation pratique et des simulations pour préparer les intéressés à fonctionner dans des conditions difficiles.

Un premier groupe de 27 fonctionnaires du PAM ont participé à un programme pilote de préparation aux interventions d'urgence qui a été organisé en novembre en Suède, et une formation sera dispensée tous les trois mois aux fonctionnaires dont les noms figurent sur le fichier. Les accords conclus avec tous les partenaires potentiels du PAM, par exemple le Conseil danois pour les réfugiés et les Secours suisses en cas de catastrophe, ont été normalisés pendant l'année écoulée.

A la demande du Secrétaire général de l'ONU, le PAM a mis en place à Brindisi en juin 2000 un Centre du matériel pour les interventions humanitaires des Nations Unies, inspiré du modèle du dépôt de Pise, précédemment généré par le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Le Centre, qui appuie actuellement des opérations non seulement du PAM mais aussi celles de l'OCHA, de l'OMS,

d'ONG et du Gouvernement italien, a pour mission de rassembler, d'entreposer, de préparer et d'expédier des produits alimentaires et autres secours comme abris, fournitures médicales, matériel d'épuration de l'eau et outils à main.

Le Centre a également pour mission de rassembler du matériel d'intervention devant être déployé rapidement sur le terrain par le PAM. Celui-ci a constitué des stocks suffisants pour doter un bureau de pays et neuf bureaux auxiliaires du matériel normalement nécessaire, c'est-à-dire véhicules, groupes électrogènes, matériel de communications et d'entreposage du carburant, locaux préfabriqués, tentes, matériel individuel et autres fournitures.

Depuis qu'il a commencé ses opérations, en juin 2000, le Centre du matériel pour les interventions humanitaires des Nations Unies a reçu, préparé et conditionné du matériel et l'a envoyé par avion en Ethiopie et en Erythrée pour le compte de l'OCHA, d'ONG italiennes et du Gouvernement italien et a envoyé au Kosovo des moteurs et pièces détachées de camions pour les opérations du PAM.

des plans d'intervention en cas d'urgence, aux directives à suivre à cet égard et à la formation aux interventions d'urgence.

Le Secrétaire général a proposé de renforcer les capacités du Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité des Nations Unies en créant au siège de l'Organisation un certain nombre de postes supplémentaires d'agents de la sécurité.

Formation à la sécurité

Pendant l'année écoulée, le PAM a mené des programmes de formation à la sécurité et veillera à ce que tous les fonctionnaires reçoivent cette formation, y compris les nouvelles recrues. A la fin de 2000, il avait été formé 5 522 fonctionnaires. En outre, la gestion du stress psychologique dans les 72 heures suivant un incident a été rendue obligatoire et il a été lancé un programme d'appui aux collègues pour lequel ont été formés 60 volontaires.

Le service de sécurité du PAM au siège a été renforcé par l'adjonction de trois spécialistes du cadre organique. Les agents de sécurité du PAM affectés dans des pays spécifiques sont aujourd'hui au nombre de neuf, y compris le nouveau poste de responsable régional de la sécurité dans la région des Grands Lacs, et des évaluations de la sécurité ont été menées à bien dans sept pays.

MOZAMBIQUE

Pour Laila Ismael Abdul Narcy et Terezinha João Maibaze, les terribles inondations qui ont déferlé sur leur pays ont été une expérience très personnelle.

“Nous avons cru notre dernière heure arrivée,” rappellent-elles.

“Au milieu de la nuit, les eaux qui nous entouraient déjà nous ont réveillées en sursaut.”

Ayant à peine le temps de prendre leurs petits enfants sous le bras, elles se sont précipitées sur le toit sans savoir à ce moment là que cela serait pendant plusieurs jours leur seul refuge.

Le plus jeune des enfants de Terezinha, d'à peine deux ans, souffrait déjà de paludisme. Ses médicaments, comme toutes les autres possessions du ménage, avaient été emportés par les crues. L'enfant a pleuré pendant des jours, ne comprenant pas ce qui s'était passé, pourquoi il n'y avait rien à manger et pourquoi nul ne venait à leur secours.

Pendant deux jours, les familles ont survécu sur les quelques miettes qu'elles avaient réussi à sauver. Paradoxalement, le plus difficile était le manque d'eau.

Tout en sachant que les eaux de crue étaient sales et très contaminées, les familles, en présence de femmes et d'enfants sérieusement déshydratés, ont fabriqué avec leurs vêtements une épaisse corde qu'elles ont trempé dans l'eau avant de la tordre pour en extraire quelques précieuses gouttes d'eau.

Lorsque les eaux ont peu à peu commencé à baisser, les femmes se sont aventurées dans les champs de maïs, de l'eau jusqu'aux épaules. Pendant encore deux jours au moins, les familles n'ont pu se nourrir que du maïs pourri qu'elles faisaient sécher sur le toit à la chaleur brûlante du soleil.

Quelques voisins avaient cherché refuge sur le toit de l'école, qui a fini par s'effondrer sous le poids de tant de monde. Les survivants, horrifiés, ont vu leurs enfants emportés par les eaux tourbillonnantes.

Lorsque le niveau des eaux a enfin suffisamment baissé pour que les femmes puissent redescendre sans danger, elles se sont dirigées, à pied, vers la ville la plus proche, à 10 kilomètres de distance, puis vers le camp de Chiaquelane.



Nous avons su par la suite qu'alors même qu'elles étaient aussi affamées et tout aussi démunies que tous ceux qui étaient parvenus jusqu'au camp, ces femmes n'avaient pas demandé à recevoir les vivres distribués par le PAM. Interrogées, elles ont expliqué qu'elles ne pensaient pas y avoir droit étant donné qu'elles étaient employées par le PAM. Elles ont été immédiatement rassurées sur ce point.

Quelques jours plus tard, de retour dans le camp, je les ai vues toutes deux, habillées de T-shirts du PAM, aider à organiser une distribution de vivres pour plus de 50 000 personnes, montrant ainsi qu'elles savaient adapter les connaissances et les compétences qu'elles avaient acquises dans le cadre du projet de développement du PAM pour lequel elles avaient été recrutées comme surveillantes des distributions avant les inondations, à la situation d'urgence à laquelle chacun était confronté.

Brenda Barton,
Fonctionnaire régional de l'information
du PAM pour l'Afrique de l'Ouest

SOMALIE

Lorsque le PAM m'a envoyé en Somalie, j'étais jeune, plein d'énergie et prêt à accepter n'importe quelle affectation. C'était au printemps 1993, et l'anarchie continuait de régner dans le pays en dépit des efforts de l'opération "Faire renaître l'espoir". Après 18 mois d'une opération éprouvante ayant sans cesse dû être menée dans des conditions extrêmement dangereuses pour faire

parvenir les secours alimentaires du PAM à la population somalie,



je suis rentré aux Etats-Unis en congé dans les foyers.

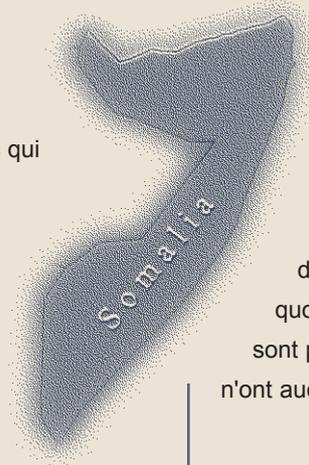
Un soir, regardant les nouvelles à la télévision, j'ai vu que des individus armés avaient tué un collègue des Nations Unies avec qui j'avais collaboré étroitement en Somalie. Me rendre compte que je ne verrais plus jamais une personne avec qui j'avais entretenu des rapports constants—alors qu'il essayait de secourir les plus vulnérables dans des conditions chaotiques—a été un choc. Cette triste nouvelle a à tout jamais transformé ma vie et mon travail.

Je pensais auparavant qu'une balle de fusil, c'était pour les autres. Je sais maintenant qu'il n'en est rien. Un jour, à Kismayo, en Somalie, des bandits armés montés à bord de jeeps équipées de mitrailleuses sont passés devant l'entrepôt du PAM dans une volée de balles. Ayant immédiatement plongé derrière un abri, je n'ai pas été

touché, mais une dame qui attendait la distribution de rations n'a pas eu la même chance et a été touchée à la jambe. J'ai appris par la suite que ce "clan" était mécontent de ne pas avoir été recruté pour décharger le navire du PAM qui se trouvait dans le port, mais je ne m'attendais certainement pas à ce que ce mécontentement se traduise par des rafales de mitrailleuse.

Je travaille encore à ce type d'opérations, mais je suis conscient des risques. L'on ne peut pas être téméraire, car l'objectif est d'aider tous ceux qui, sans nous, risqueraient de mourir de faim. Tous ces endroits sont bien loin des plaines du Wyoming où j'ai grandi, et ce voyage m'a ouvert les yeux sur bien des aspects de la réalité quotidienne de tous ceux qui sont pauvres et qui ont faim et qui n'ont aucun espoir d'une vie meilleure.

Dale Skoric, Fonctionnaire
de la logistique



GUINÉE-BISSAU

Lorsque je suis arrivé, en janvier 1998, un vent de dévastation soufflait dans les rues désertes et les montagnes d'ordures de la capitale. La ville avait été le théâtre de la plupart des combats qui avaient eu lieu pendant la guerre civile et, au plus fort des hostilités, 400 000 de ses habitants avaient fui. Une nuit, un obus est tombé près de chez moi, la déflagration illuminant ma chambre à coucher comme au lever du soleil.

L'atmosphère en ville était très tendue, 300 soldats du groupe de surveillance de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest devant arriver le surlendemain pour repousser les rebelles.

Effectivement, le 31 janvier à six heures du matin, j'ai entendu la secrétaire du PAM, à la radio du bureau, crier "Je suis perdue". Les bombardements avaient commencé.

Ce jour là, plus d'une centaine de fonctionnaires des Nations Unies ont été évacués de Bissau. Ceux d'entre nous, une poignée seulement, qui étions restés

en arrière nous sommes regroupés au bureau du PAM.

Nous avons décidé de continuer à travailler. A l'extérieur, des centaines de personnes faisaient la queue en attendant la distribution de vivres. Pendant nos tournées de distribution, les bombardements nous arrêtaient une dizaine de fois sur moins de quatre kilomètres. Finalement, j'ai moi aussi dû quitter Bissau mais il était difficile d'en sortir en raison des combats qui faisaient rage sur le front. Essuyant un feu nourri des deux côtés de la route, le convoi dans lequel je me trouvais a réussi à franchir les 180 kilomètres séparant Bissau de Bafata.

Au cours des quelques prochains jours, la situation à Bissau s'est

calmée, et j'y suis retourné.

La situation y était la pire que j'ai jamais vue au cours des 18 années de travail que j'avais passées en Afrique pour le PAM. C'était un cauchemar

quotidien. Pas d'électricité, pas d'eau. Au bureau, le téléphone a été coupé pendant plus de

15 jours. Chez moi, presque tous les appareils ménagers ont été détruits par les sautes de courant. Même les régulateurs de tension ont brûlé.

Le pire, cependant, c'est la solitude. Pour la première fois depuis 22 ans, ma femme ne m'accompagnait pas,

Bissau étant un lieu d'affectation où les fonctionnaires ne peuvent pas amener leur famille.

J'ai même perdu mon chien, Indy, que j'avais depuis six ans, qui a disparu pendant l'évacuation. Lorsque je l'ai retrouvé, un mois plus tard, il n'avait plus que

la peau sur les os, ayant contracté un virus qui l'a peu à peu laissé exsangue, sans que je puisse rien faire. Chaque soir, à Bissau, je rentrais chez moi vers 21 heures ou 22 heures, sachant que nul ne m'attendait dans l'obscurité, pas même Indy.

Hiro Matsumura,
Directeur de pays du PAM

LIBÉRIA

Je me trouvais à Voinjama, au Libéria, en mission d'évaluation avec un petit groupe de fonctionnaires des Nations Unies et de représentants de pays donateurs. Nous étions logés dans la maison d'invités du PAM et, comme il n'y avait pas d'électricité, nous avons dîné et sommes allés nous coucher avant la nuit.

A 4 heures du matin, nous avons entendu des coups de feu en provenance de la caserne voisine, mais nous avons décidé d'attendre l'aube pour sortir. Peu avant 6 heures du matin, nous avons entendu frapper à la porte: il y avait là six ou huit individus armés de fusils, de couteaux, de bâtons et de barres de fer. Lorsque nous avons ouvert la porte, ils sont entrés, exigeant la clé de nos véhicules et notre matériel de radio.

Nous avons alors reçu l'ordre de monter à bord des véhicules du PAM et nous avons été amenés au quartier général des rebelles. Nos gardiens étaient agités, et nous nous sommes rendus compte que nul ne commandait lorsqu'ils ont continué à nous harceler et à discuter entre eux. Pendant qu'ils nous déplaçaient d'un endroit à un autre, la situation était très tendue. Les combats se

Guinea Bissau



Libéria

poursuivaient autour de nous. Nous étions souvent allongés par terre pour éviter d'être touchés par des balles ou des éclats.



Lorsque la fusillade s'est intensifiée, nous avons reçu l'ordre de nous rendre à l'hôpital au pas de course et de nous y abriter. Des centaines de personnes s'y trouvaient déjà. A un moment donné, deux blessés ont été amenés à l'hôpital, et j'ai reconnu l'un des hommes qui nous avaient fait prisonniers dans les locaux du PAM. Il est mort quelques heures après.

Cinq heures plus tard, les forces de sécurité sont arrivées et nous ont libérés. Nous avons repris nos véhicules et sommes allés au complexe du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), un peu mieux protégé. Au cours des 24 heures suivantes, nous avons dû tenir bon face aux forces de sécurité qui voulaient nous déplacer. Le lendemain, un hélicoptère du PAM est arrivé pour nous évacuer. C'était la deuxième fois que j'étais enlevé à Voinjama. La première fois,

en 1996, un groupe d'enfants soldats nous a détenus sous la menace de leurs armes, mon collègue et moi, pendant plusieurs heures. J'espère que cette fois-ci sera la dernière.

Paul Arès, Responsable du pôle régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest

AFGHANISTAN

Je commandais un convoi du PAM qui se rendait de Bamiyan, dans le centre de l'Afghanistan, à une vallée contrôlée par les Talibans pour y livrer des vivres. A un moment donné, nous sommes arrivés dans un village où nous avons reçu l'ordre de nous rendre au quartier du commandant local. Lui-même et son entourage nous attendaient dans le jardin.

La réunion n'a pas trop mal commencé mais j'ai vu, à l'attitude des membres de notre escorte locale, que les choses allaient mal tourner.

Le commandant nous a informés qu'il allait garder un camion de vivres pour son village. Lorsque j'ai expliqué, en invoquant les arguments habituels, que cela ne serait pas possible, la discussion s'est considérablement échauffée.

Je savais que nous ne devions pas nous éterniser, mais le commandant a insisté pour que nous restions à déjeuner. Le déjeuner a duré des heures. Le commandant nous a alors fait bien comprendre que, si nous voulions atteindre le côté de la vallée où se trouvaient les Talibans, nous

n'avions d'autre choix que de traverser le village. L'atmosphère était extrêmement tendue. Lorsque nous avons regagné nos véhicules, les membres de notre escorte ont commencé à armer leurs fusils. Je savais que, s'ils commençaient à tirer sur cette route étroite, un massacre serait inévitable. Heureusement, le calme a pu être ramené parmi les membres de notre escorte et nous sommes retournés à notre base, à cinq kilomètres de distance.

Le chef de l'escorte, toutefois, était encore en colère et se sentait insulté, et il m'a dit qu'il voulait retourner au village pour régler son compte au commandant. Ayant appelé mon

patron à Islamabad sur mon téléphone par satellite,

il m'a dit de court-circuiter le commandant et de négocier avec les notables du village afin de pouvoir le traverser en sécurité et livrer les vivres dont le convoi était chargé. C'est

ce que nous avons fait, mais nous avons dû traverser la ligne de front alors que les menaces de mort du commandant pesaient encore sur nos têtes. Nous avons accompli notre mission mais je savais que mes nerfs étaient à bout: rentré à Islamabad, le bruit causé par l'ouverture d'une bouteille d'eau minérale m'a presque fait m'évanouir de peur.

Georges Dubin, 41,
Fonctionnaire de la logistique



Partenariats avec les institutions basées à Rome

Pendant l'année écoulée, 27 bureaux de pays du PAM ont collaboré avec la FAO et 13 avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) à la réalisation de projets qui ont bénéficié directement à plus de 8,7 millions de personnes, soit près de quatre fois plus que le nombre de personnes ayant bénéficié de projets conjoints en 1999.

Parmi les activités conjointes PAM/FAO, il y a lieu de citer notamment les projets de distribution simultanée de vivres et de semences et les projets d'appui aux activités de développement de l'infrastructure communautaire et de vulgarisation agricole. Les projets réalisés conjointement avec le FIDA ont porté notamment sur le développement de l'infrastructure rurale et des activités de microfinancement.

Le PAM, la FAO et le FIDA ont également coopéré avec la Municipalité de Rome et le Gouvernement italien pour promouvoir une réduction de la dette bilatérale de cinq pays en développement à revenu intermédiaire où les milieux ruraux sont très pauvres.

Grâce à cette coopération, l'Égypte et l'Équateur ont entamé des négociations avec le Gouvernement italien et sont convenus de travailler avec les trois institutions à la préparation et à la mise en œuvre de projets tendant à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté qui doivent être financés au moyen de fonds précédemment affectés au service de la dette.

Les trois institutions ont également élaboré une Note indicative sur la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition. Ce document a été présenté par les institutions basées à Rome à la session extraordinaire du Conseil économique et social consacrée à l'élimination de la faim pendant le nouveau Millénaire. A cette occasion, les chefs de secrétariat des trois institutions ont informé le Conseil des activités menées pour renforcer la sécurité alimentaire dans le monde, en mettant en relief la nécessité pour tous les organismes du système des Nations Unies de collaborer étroitement à cette fin.

Collaboration sur le terrain avec d'autres institutions des Nations Unies

Le PAM a collaboré étroitement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le HCR et le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) pour mieux définir et appliquer dans la pratique le concept de Centre logistique commun des Nations Unies.

Ce Centre a pour mission de centraliser les activités concernant l'importation, la réception, l'expédition et le suivi des secours, qu'il s'agisse de produits alimentaires ou d'articles non alimentaires, destinés à appuyer les interventions des institutions des Nations Unies et des autres organisations humanitaires. L'activation, l'emplacement, la composition et les fonctions du Centre sont déterminés à la suite de consultations interorganisations pour chaque opération d'urgence. Pendant l'intervention montée pour faire face aux inondations au

Mozambique, le PAM a dirigé les efforts menés par le système des Nations Unies pour mettre en place un Centre logistique commun, qui a coordonné l'utilisation de 58 avions et hélicoptères et a alloué les 200 embarcations fournies par les forces armées nationales ou louées à des entreprises commerciales pour appuyer les opérations de sauvetage et de secours.

En établissant pour toutes les organisations d'aide humanitaire une procédure commune de demande de services de transport aérien, en établissant un ordre de priorité entre les demandes et en assurant la coordination avec les opérateurs de services aériens et les autorités mozambicaines, le Centre logistique commun des Nations Unies a pu utiliser au mieux les services aériens disponibles pour faire face aux besoins.

Partage de l'expérience acquise en matière de télécommunications

Le PAM a continué de faire bénéficier les autres organisations de la longue expérience qu'il a acquise des systèmes de télécommunications d'urgence, a mis en place des réseaux régionaux d'information pour les opérations humanitaires, a fait en sorte que les autres organisations aient accès aux systèmes de communication du PAM et a facilité la coordination pour les questions concernant les opérations et la sécurité.

Le système DFMS du PAM a permis aux agents en poste dans des régions reculées et souvent peu sûres de communiquer par courrier électronique. Dans le nord de l'Ouganda, par exemple, où les

Partage des systèmes de communication

Au Mozambique, le PAM a mis en place un système de communication pour faciliter une intervention coordonnée à la suite des inondations, que tous les organismes participant à l'opération ont utilisé.

Ce système, composé de quatre réseaux indépendants, a assuré des services éloignés (Internet, communications vocales et messages) et rapprochés (VHF et DFMS). Le PAM a coordonné les quatre réseaux et a fourni un appui technique en programmant les émetteurs de radio, en allouant les fréquences, en fournissant les spécifications du matériel et en aidant aux achats.

Ces services ont été d'une utilité précieuse pour les organismes participants, et en particulier pour ceux qui n'avaient pas d'expérience de la mise en place de réseaux indépendants de télécommunications.

rebelles ont concentré dans des camps 80 pour cent de la population, le PAM a mis en place dans son bureau auxiliaire de Gulu un centre de télécommunications qui lui permet, ainsi qu'à ses partenaires, de communiquer par courrier électronique. En outre, le PAM fait participer le personnel d'autres organismes des Nations Unies et d'organismes gouvernementaux associés à ses programmes de formation aux télécommunications.

Le PAM a participé au Groupe de travail sur les télécommunications d'urgence ainsi qu'au Groupe spécial interorganisations sur les télécommunications et a saisi l'occasion que lui offrait sa participation aux travaux de ces organes pour préconiser l'élaboration de normes de télécommunications applicables au niveau de l'ensemble des programmes humanitaires des Nations Unies et pour aider les autres organisations à établir des réseaux de communications vocales et de transmission de données reliant les bureaux extérieurs au siège ainsi qu'aux bureaux de liaison.

Collaboration avec les organisations non gouvernementales

Le PAM travaille en étroite collaboration sur le terrain avec plus de 1 100 ONG. Des accords ont été signés avec les principales ONG afin de mettre en commun les ressources et ainsi réaliser des économies de part et d'autre. En 2000, le PAM a présenté au Conseil d'administration une évaluation thématique de ses partenariats avec les ONG. Cette évaluation a recommandé au PAM de continuer à développer ces partenariats et d'identifier d'autres domaines dans lesquels une coopération pourrait être établie.

Outre les consultations qui ont lieu chaque année à Rome entre le PAM et les ONG, le Programme a organisé à Managua une deuxième consultation. Les participants ont discuté de la possibilité d'entreprendre ensemble des activités de plaidoyer et de la nécessité d'établir au plan local des lettres ou mémorandums d'accord entre le PAM et les ONG opérant sur le terrain.

Le PAM a assumé la responsabilité de s'attaquer, au nom du Comité permanent interorganisations, aux difficultés que suscitent les rapports entre le système des Nations Unies et les ONG en matière de sécurité. Grâce à un financement de l'Agence danoise de développement international (DANIDA), le PAM a recruté parmi les ONG un consultant chargé de faciliter les consultations entre le système des Nations Unies et les ONG afin d'améliorer la gestion conjointe des problèmes de sécurité.

La première consultation, avec les principales ONG européennes, a eu lieu à Genève en décembre, et une deuxième, avec des ONG d'Amérique du Nord, en janvier 2001.

Coopération avec la Banque mondiale

Le PAM et la Banque mondiale collaborent en Albanie, au Bangladesh, en Bolivie, au Cambodge, en Egypte, au Ghana, à Madagascar et au Sénégal. Les types d'activités réalisées en 2000 ont porté notamment sur le relèvement de l'infrastructure rurale, des programmes communautaires de formation, l'amélioration des programmes d'alimentation scolaire et la remise en état des ports.

Le PAM a affecté un fonctionnaire de rang élevé à Washington pour assurer la liaison avec les institutions de Bretton Woods et promouvoir, au sein de ces institutions, un plaidoyer dans les domaines qui affectent directement la sécurité alimentaire.

Partenariat PAM-DFID

Le PAM et le Département britannique pour le développement international (DFID) ont établi un partenariat de quatre ans.

Le DFID prévoit de fournir au PAM des fonds pour consolider ses capacités dans les domaines suivants: intervention en cas d'urgence, amélioration de la qualité de la gestion des programmes, application plus généralisée des approches de promotion de moyens de subsistance durables, et renforcement de la gouvernance et de l'obligation redditionnelle.

Les ressources reçues par le PAM ont dépassé de 11 pour cent le montant de l'année précédente, et les contributions totales des donateurs ont atteint 1,75 milliard de dollars. Les contributions pour les opérations d'urgence se sont montées à 1,07 milliard de dollars et celles destinées aux interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) à 378 millions de dollars.

Malheureusement, la tendance à la contraction des contributions pour les activités de développement s'est poursuivie, leur montant n'atteignant que 226 millions de dollars en 2000.

Les contributions versées pour des opérations spéciales ont atteint au total 25,8 millions de dollars.

Globalement, les contributions reçues ont couvert en 2000 environ 80 pour cent des besoins opérationnels du Programme; ce chiffre a été de 84 pour cent pour les opérations d'urgence, de 79 pour cent pour les IPSR et de 74 pour cent pour les activités de développement.

Donateurs

Dix donateurs sont à l'origine de 87 pour cent du total des contributions versées au Programme. Pendant l'année écoulée, le PAM a resserré ses relations avec plusieurs de ces importants donateurs au moyen d'accords novateurs tendant à améliorer la prévisibilité des contributions à long terme:

- Le Gouvernement japonais a versé une contribution record de 199,4 millions de dollars pour l'opération d'urgence menée par le PAM en République populaire démocratique de Corée.
- Les Etats-Unis ont annoncé en 2000 une contribution de 140 millions de dollars aux activités d'alimentation scolaire organisées partout dans le monde, ce qui permettra de mieux financer les projets d'alimentation scolaire du PAM dans différentes régions et renforcera l'appui que le PAM peut apporter aux activités de développement.
- A l'invitation des pays nordiques, le PAM a ouvert à Copenhague un nouveau bureau de liaison afin de faciliter les contacts avec les Gouvernements

danois, finlandais, islandais, norvégien et suédois.

- Le Document de stratégie institutionnelle a consolidé le partenariat entre le PAM et le Royaume-Uni et prévoit que ce pays versera pendant quatre ans une contribution annuelle de cinq millions de livres sterling pour aider le PAM à réaliser certaines des priorités reflétées dans son Plan stratégique et financier.

Les donateurs non habituels ont accru leurs contributions

La Banque africaine de développement a versé une contribution de 4,5 millions de dollars pour les opérations de secours en Afrique, principalement dans la Corne de l'Afrique; l'OPEP a porté le montant de sa contribution au PAM à 550 000 dollars; lors des inondations qui ont sinistré le Mozambique, le Gouvernement sud-africain a versé au PAM une contribution de 175 738 dollars, et l'Andorre, le Brunéi-Darussalam, Chypre, Israël, l'Oman et le Qatar ont également accru leurs contributions au PAM.

Des pays bénéficiaires ont versé des contributions au PAM en sus de leur participation aux dépenses de fonctionnement des bureaux locaux. Il s'agit de l'Algérie, de la Chine, de la Colombie, de Cuba, de l'Egypte, de l'Equateur, de l'Inde, de l'Iran, de la Jordanie, du Kenya, du Maroc, du Népal, de Sri Lanka, de la Syrie et de la Tanzanie.

En 2000, les donations privées au Programme, principalement du Hunger Site, des US Friends of WFP, de donateurs privés japonais et d'entreprises sud-africaines, ont atteint près de cinq millions de dollars.

Stratégie de mobilisation des ressources

En octobre 2000, le Conseil d'administration a approuvé la Stratégie de mobilisation des ressources du PAM qui prévoit l'adoption d'une série de mesures visant à faire en sorte que le financement mis à la disposition du Programme repose sur des bases plus prévisibles et puisse être utilisé avec plus de flexibilité.

Les ressources mises à la disposition du PAM ont couvert en 2000 80 pour cent de l'ensemble de ses besoins, mais les produits nécessaires n'ont pas toujours été disponibles en quantités suffisantes ni au moment voulu. Parfois, les ressources sont arrivées trop tard pour empêcher des interruptions dans la

filière et une réduction des rations distribuées aux bénéficiaires.

Au Kenya, la lenteur avec laquelle les donateurs ont réagi s'est traduite par de graves pénuries de produits alimentaires et de sérieuses interruptions dans la filière des produits; à un moment donné, le PAM n'a pu distribuer aux bénéficiaires que 70 pour cent des rations prévues. La confirmation rapide des contributions, comme cela a été le cas pour le Mozambique et certaines parties de la Corne de l'Afrique, permet au PAM de réagir dans les meilleures conditions, ce qui montre combien il importe que les donateurs répondent rapidement.

Stocks nécessaires pour les activités de développement

L'existence de stocks de produits alimentaires pour les activités de développement a également joué un rôle critique dans le cas de plusieurs opérations d'urgence en permettant au PAM de fournir une aide alimentaire immédiate dans les quelques heures suivant l'apparition d'une crise. Ainsi, au Mozambique, le PAM a pu, immédiatement après les inondations, puiser dans ses stocks de produits pour monter une intervention immédiate.

Les PAM a besoin de ressources additionnelles pour les activités de développement, non seulement pour appuyer les opérations d'urgence mais aussi pour mettre en oeuvre la politique visant à favoriser le développement (approuvée en 1999) et atteindre les objectifs de développement fixés lors des sommets mondiaux qui se sont tenus sous l'égide des Nations Unies.

Un appui rapide est source d'économie

De sérieuses pénuries ont entravé la réalisation de plusieurs opérations spéciales. Souvent, les opérations spéciales du PAM facilitent les activités de l'ensemble de la communauté humanitaire, que ce soit en reconstruisant les routes et les institutions portuaires et en facilitant ainsi la distribution rapide de secours ou en établissant des ponts aériens pour transporter les agents humanitaires et les secours jusqu'aux localités où ils sont les plus nécessaires. Les donateurs peuvent en fait, en fournissant sans tarder des contributions pour toutes les activités, réaliser des économies; en effet, si les routes sont réparées à temps, l'on peut réduire les dépenses considérables que suppose le transport des secours par avion pendant la saison des pluies.

Dans le sud du Soudan, la réparation des routes a permis au PAM et aux autres organismes d'aide humanitaire d'accroître les quantités de produits alimentaires transportés par terre et de réduire ainsi les coûteuses opérations de largages aériens. Le PAM doit redoubler d'efforts pour faire bien comprendre à la communauté des donateurs quels sont les avantages des opérations spéciales.

La prévisibilité des contributions volontaires au PAM a été améliorée par quelques donateurs qui ont déjà manifesté leur intention de fournir au PAM un financement dans une perspective à plus longue échéance en fondant leurs contributions sur leurs

engagements au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire (CAA) tandis que d'autres ont accru la proportion des contributions qu'ils fournissent en vertu de la Convention par l'intermédiaire du PAM. Des efforts ont été entrepris pour encourager les donateurs à accroître leurs contributions multilatérales ce qui renforcerait la flexibilité du PAM vis-à-vis des ressources et de leur utilisation.

Nouveau système d'information de l'Organisation

La conception, la mise au point et l'introduction du nouveau système d'information—Systèmes, applications et produits (SAP)—ont été, et de loin, l'élément le plus complexe et le plus vaste du Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP) approuvé par le Conseil d'administration en 1995. Le système permettra au PAM de travailler dans un environnement décentralisé et d'assurer un flux sans heurts et permanent d'informations financières entre les différents niveaux de l'Organisation. Il facilite la gestion des projets, des opérations, des ressources et des achats, des ressources financières et humaines, des états de paie et des transactions financières. Les essais du système ont comporté en particulier des tests de connectivité avec les bureaux du Caire et de Managua. Il a été entrepris un vaste travail de préparation ainsi que de transfert au système SAP de données des

anciens systèmes du PAM, en tirant parti des enseignements retirés par de grandes institutions ayant déjà utilisé ce système, comme la Banque mondiale, l'UNICEF ainsi que par l'industrie privée.

Une formation a été dispensée à plus de 300 fonctionnaires qui seront appelés à mettre en route le système.

Activités de plaidoyer

En 2000, le PAM a poursuivi avec énergie ses activités de plaidoyer, notamment auprès des médias, afin de jouer son rôle de défenseur des pauvres qui ont faim. Sachant que son rôle consiste non seulement à fournir une aide alimentaire mais aussi à maintenir la lutte contre la faim au premier plan des préoccupations des donateurs, de la communauté internationale et du public en général, le PAM a mené pendant l'année plusieurs initiatives clés s'adressant à ces divers auditoires. L'on peut citer les exemples suivants:

- Lorsque des inondations et un cyclone ont déferlé sur le Mozambique et Madagascar au début de l'année, les porte-parole du PAM ont été les premiers à réaliser des enquêtes directes sur le terrain qui ont fait apparaître la situation désespérée dans laquelle se trouvaient des millions de personnes isolées et dépourvues de vivres. Grâce à une opération efficace auprès des médias, les donateurs ont réagi rapidement et généreusement. Même après la décrue, le PAM a entrepris sa campagne dans les médias et a pu mobiliser auprès des donateurs un appui en faveur des activités de reconstruction et de relèvement.
- Quand, au printemps dernier, la Corne de l'Afrique a été menacée par la famine, le PAM a pu, grâce aux médias, lancer immédiatement l'alerte pour appeler l'attention du monde sur la crise imminente et garantir que les donateurs maintiennent les approvisionnements alimentaires. L'attention que cette campagne a suscitée s'est traduite par une réponse massive des gouvernements qui a permis au PAM et à la communauté des donateurs d'empêcher le renouvellement de la famine dévastatrice des années 1984–1985.

- En octobre, le PAM a décerné son premier Prix "Des aliments pour la vie" à l'Ambassadeur George McGovern et à l'ancien Directeur exécutif du PAM, James C. Ingram. Ce prix est décerné aux personnes considérées comme ayant apporté une contribution éminente à la lutte contre la faim dans le monde. L'Ambassadeur McGovern et M. Ingram ont été choisis pour le rôle remarquable qu'ils avaient joué pour faire du PAM la première institution mondiale dans la lutte contre la faim dans le monde.

Renforcement de l'obligation redditionnelle

Le Bureau de l'Inspecteur général (OEDI) a réalisé six inspections et 12 enquêtes sur des aspects liés à l'obligation redditionnelle, à la décentralisation, à des pertes de numéraire, à la sécurité, à l'utilisation de moyens de communication, à des pertes de produits alimentaires, à la gestion des entrepôts, à l'administration du personnel, à des cas de harcèlement et à la structure de l'Organisation. Le bureau a également abordé différents problèmes découlant de la réforme du système des Nations Unies, en donnant par exemple des conseils sur les services communs et le rapport coût-efficacité des locaux communs des organismes des Nations Unies.

Le PAM a également resserré sa coopération avec le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU et avec des autres systèmes d'inspection et d'enquêtes du système des Nations Unies.

L'OEDI a accueilli à Rome en juin la deuxième Conférence des enquêteurs des organisations des Nations Unies et des institutions multilatérales de financement afin d'étudier les pratiques optimales en matière de prévention et de détection des fraudes et les techniques et méthodes les plus modernes et les plus économiques qui sont utilisées pour décourager les gaspillages, la fraude et le laxisme dans la gestion.

Le Bureau de la vérification interne des comptes (OEDA) a recruté deux nouveaux fonctionnaires du cadre organique, a publié une version révisée du manuel de la vérification interne des comptes et a

établi des documents de travail informatisés pour la vérification des comptes des bureaux de pays. Certains services d'audit ont continué d'être sous-traités pour aider les fonctionnaires de l'OEDA à mener à bien leurs missions sur le terrain.

Avec l'aide de conseils en gestion, un Groupe de travail a examiné comment le Conseil d'administration pourrait appliquer un cadre conceptuel reflétant une différenciation plus nette entre gouvernance et gestion. Il a proposé quatre cadres—stratégies, politiques générales, supervision et responsabilité—et a recommandé de modifier les principaux documents soumis au Conseil pour décision ou pour information. Le Conseil a accepté le calendrier qui avait été suggéré pour l'introduction de ces changements, lesquels doivent déboucher, en 2004, sur l'introduction du premier Rapport annuel sur les résultats.

Dotation en personnel et équilibre entre les sexes

Si le PAM peut venir en aide de manière efficace aux pauvres qui ont faim dans le monde c'est grâce à sa présence, à ses projets de développement, à ses compétences en matière de logistique et au dévouement de son personnel qui travaille souvent dans des conditions difficiles et dangereuses.

L'an dernier, le PAM employait au total 8 077 fonctionnaires titulaires de différents types d'engagements, dont 2 533 d'une durée d'un an ou plus. Parmi ces 2 533 fonctionnaires, 1 939 ou 76,5 pour cent travaillaient sur le terrain et 594 au siège à Rome (Italie).

Le PAM a beaucoup progressé sur la voie de la réalisation de l'objectif fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies en matière d'équilibre entre les sexes dans les effectifs. La proportion de femmes



occupant des postes du cadre organique pourvus par recrutement international est passée de 18 pour cent en 1992 à 36 pour cent en 2000. En 1992, il n'y avait pas de femmes aux échelons supérieurs, alors qu'elles représentent aujourd'hui 36 pour cent.

FONCTIONNAIRES TITULAIRES D'ENGAGEMENTS CONTINUS OU D'ENGAGEMENTS DE DURÉE DÉTERMINÉE D'UN AN OU PLUS

Catégorie	Nombre total de fonctionnaires	Nombre de femmes	Pourcentage de femmes
Catégories supérieures (D-2 et au-dessus)	14	5	35,7
Cadre organique (P-1 à D-1)	202	54	26,7
Spécialistes	40	17	42,5
Fonctionnaires de base des projets	121	36	29,7
Fonctionnaires des projets autres que de base	454	186	40,9
Total partiel	831	298	35,9
Administrateurs auxiliaires	77	54	70,1
Volontaires des Nations Unies	131	45	34,4
Administrateurs nationaux	235	86	36,6
Total, fonctionnaires du cadre organique et catégories supérieures	1 274	483	37,9
Agents des services généraux	1 259	577	45,8
Total des agents des services généraux	1 259	577	45,8
TOTAL DES FONCTIONNAIRES DU PAM	2 533	1 060	41,8

Note: Le chiffre indiqué sous la rubrique du total des fonctionnaires du PAM exclut les fonctionnaires recrutés à titre temporaire pour des engagements de moins de 11 mois.
Source: Division des ressources humaines du PAM, 2001.





Rapport annuel: 2000

Annexes

Annexe 1: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE 1995–2000*

	1995	1996	1997	1998	1999	2000*
Aide alimentaire (en millions de tonnes)						
1) Total	10,2	7,2	7,4	8,4	15,0	10,4
Céréales	8,9	6,3	6,5	7,4	13,4	9,2
Produits autres que les céréales	1,3	1,0	0,9	1,0	1,6	1,2
Pourcentage de l'aide alimentaire mondiale						
2) Achats dans les pays en développement	16,4	17,1	18,3	15,7	7,8	11,2
3) Livraisons, par modalité						
Aide bilatérale	49,4	45,2	29,8	41,0	54,3	33,0
Aide multilatérale	30,4	35,4	42,5	32,2	28,3	41,3
ONG	20,2	19,4	27,7	26,8	17,4	25,7
4) Livraisons d'aide alimentaire par catégorie d'activités						
Programmes	42,5	39,7	23,8	34,6	52,2	29,5
Secours	34,8	36,7	45,2	35,5	31,2	47,6
Projets	22,7	23,6	31,0	29,9	16,6	22,8
5) Livraisons d'aide alimentaire par région						
Afrique subsaharienne	32,3	35,4	33,7	32,9	18,8	34,1
Sud et est de l'Asie	23,4	27,9	38,1	40,8	34,4	30,9
Europe et CEI	29,0	18,2	14,3	10,4	35,6	19,2
Amérique latine et Caraïbes	9,1	10,6	8,7	11,6	8,1	6,4
Afrique du Nord et Moyen-Orient	6,1	7,9	5,0	4,2	3,2	9,4
6) Livraisons au:						
Pays en développement	87,4	90,7	91,8	94,0	66,0	83,1
PFRDV	80,1	81,7	86,8	86,7	62,2	73,4
PMA	40,2	46,0	48,5	43,6	30,7	40,2
7) Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales en pourcentage:						
De la production mondiale de céréales	0,5	0,3	0,3	0,4	0,7	0,5
Des importations mondiales de céréales	4,1	3,0	3,0	3,4	5,7	3,9
8) Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, en pourcentage:						
De la production de céréales des PFRDV	1,0	0,6	0,7	0,8	1,0	0,8
Des importations de céréales des PFRDV	9,2	7,5	7,3	9,0	11,8	9,0

* Les livraisons mondiales d'aide alimentaire en 2000 ont représenté 11 millions de tonnes, soit quelque 27 pour cent de moins que les 15 millions de tonnes livrées en 1999.

L'aide alimentaire fournie sur une base bilatérale de gouvernement à gouvernement a diminué de 65 pour cent, tombant de 7,8 à 2,9 millions de tonnes. Cette diminution marquée est la principale cause de la contraction de l'aide alimentaire mondiale en 2000 en comparaison de 1999.

En 2000, les secours alimentaires fournis aux populations affectées par des situations d'urgence provoquées par l'homme ou par la nature ont représenté près de la moitié de l'aide alimentaire livrée. En comparaison de 1999, les secours alimentaires d'urgence ont augmenté de 16 pour cent en 2000.

Les principales tendances en 2000 ont été les suivantes:

- Les quantités d'aide alimentaire livrées dans le cadre de projets ont légèrement augmenté, passant de 2,5 à 2,7 millions de tonnes, par rapport à 1999. En outre, en raison de la diminution marquée de l'aide alimentaire fournie dans le cadre de programmes bilatéraux, la part de l'aide fournie dans le contexte de projets par rapport au total est passée de 17 pour cent en 1999 à 24 pour cent en 2000.
- L'aide alimentaire ciblée, bien qu'elle ait été fournie dans le cadre de projets ou sous forme de secours alimentaires d'urgence, a donc représenté environ 74 pour cent du total des quantités livrées en 2000, contre moins de 50 pour cent en 1999.
- La proportion de l'aide alimentaire mondiale fournie sur une base multilatérale est passée de 28 pour cent en 1999 à 38 pour cent en 2000.
- En 2000, les principaux pays bénéficiaires de l'aide alimentaire ont été l'Éthiopie, la République populaire démocratique de Corée, la Fédération de Russie et l'Indonésie.
- Les États-Unis ont, cette année encore, été le plus gros donateur, fournissant 64 pour cent du total mondial.
- La principale région bénéficiaire a été l'Afrique subsaharienne, qui a reçu plus d'un tiers du total des livraisons d'aide alimentaire en 2000, contre moins d'un cinquième en 1999.
- La diminution de l'aide alimentaire fournie dans le contexte de programmes bilatéraux s'est traduite par une augmentation de la part de l'aide alimentaire totale fournie dans le cadre d'opérations triangulaires et d'achats locaux.
- Pour la plupart, les changements enregistrés de 1999 à 2000 ont été inverses à ceux constatés de 1998 à 1999, ce qui confirme que les fluctuations erratiques des livraisons mondiales d'aide alimentaire sont dans une large mesure imputables aux importantes variations des programmes bilatéraux d'aide alimentaire.

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1997-2000 (en milliers de dollars)

	1997		1998		1999		2000 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
TOTAL GÉNÉRAL	1 072 403	100	1 237 310	100	1 429 570	100	1 491 035	100
DÉVELOPPEMENT	332 696	31	254 318	21	246 449	17	215 212	14
Développement agricole et rural	185 339		133 855		139 912		119 281	
Production agricole	159 460		99 780		109 061		83 550	
Réserves alimentaires	(143)		2		0		752	
Infrastructure rurale	19 725		29 465		24 326		24 621	
Colonisation agraire	6 298		4 608		6 525		10 358	
Mise en valeur des ressources humaines	147 357		120 463		106 537		95 931	
SMI et enseignement primaire	107 476		97 841		87 014		76 744	
Alphabétisation et autre type	39 881		22 623		19 522		19 187	
SECOURS	704 251	66	915 439	74	1 089 295	76	1 203 573	81
Urgence	469 914		696 994		797 379		778 722	
Sécheresse/mauvaises récoltes	65 906		235 376		280 378		315 326	
Catastrophes causées par l'homme	286 011		359 207		390 947		302 215	
Catastrophes naturelles soudanaises	117 997		102 411		126 054		161 181	
IPSR	234 337		218 445		291 916		424 850	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	132 992		122 330		227 155		346 149	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	101 345		96 115		47 980		67 853	
Catastrophes naturelles soudanaises	0		0		16 780		10 849	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	20 590	2	34 111	3	34 147	2	37 084	2
FONDS FIDUCIAIRES³	15 721	1	26 680	2	55 369	4	26 867	2
AUTRES⁴	(856)		6 762	1	4 311	0	8 299	1
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	502 674	100	647 441	100	633 456	100	888 120	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	47		52		44		60	
DÉVELOPPEMENT	96 912	19	81 035	13	83 658	13	78 480	9
Développement agricole et rural	45 523		41 333		46 557		41 355	
Production agricole	36 623		27 839		33 120		29 227	
Réserves alimentaires	(143)		2		0		752	
Infrastructure rurale	8 781		13 126		10 497		8 837	
Colonisation agraire	261		366		2 940		2 539	
Mise en valeur des ressources humaines	51 390		39 703		37 101		37 125	
SMI et enseignement primaire	45 318		33 944		34 443		32 101	
Alphabétisation et autre type	6 072		5 758		2 658		5 024	
SECOURS	404 181	80	538 524	83	509 442	80	775 061	87
Urgence	256 940		371 067		317 097		502 742	
Sécheresse/mauvaises récoltes	64 282		56 570		51 143		145 428	
Catastrophes causées par l'homme	188 105		292 071		263 623		204 374	
Catastrophes naturelles soudanaises	4 553		22 427		2 331		152 940	

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1997-2000 (en milliers de dollars)

	1997		1998		1999		2000 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
IPSR	147 241		167 457		192 345		272 318	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	64 080		89 667		152 846		217 074	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	83 162		77 789		39 499		55 245	
Catastrophes naturelles soudaines	0		0		0		0	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	5 133	1	19 101	3	11 646	2	19 858	2
FONDS FIDUCIAIRES³	(3 552)		8 781	1	28 709	5	14 722	2
ASIE	356 145	100	402 427	100	480 392	100	391 719	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	33		33		34		26	
DÉVELOPPEMENT	149 670	42	102 010	25	100 803	21	82 843	21
Développement agricole et rural	103 326		61 189		61 608		46 642	
Production agricole	98 332		55 898		55 113		40 493	
Réserves alimentaires	0		0		0		0	
Infrastructure rurale	4 994		5 274		6 499		6 149	
Colonisation agraire	0		17		(4)		0	
Mise en valeur des ressources humaines	46 344		40 821		39 195		36 201	
SMI et enseignement primaire	21 992		24 414		26 676		27 095	
Alphabétisation et autre type	24 352		16 407		12 519		9 106	
SECOURS	194 627	55	294 208	73	370 183	77	298 324	76
Urgence	112 493		251 680		308 152		190 244	
Sécheresse/mauvaises récoltes	3		171 056		226 960		163 483	
Catastrophes causées par l'homme	2 036		3 939		6 817		19 097	
Catastrophes naturelles soudaines	110 454		76 686		74 375		7 665	
IPSR	82 134		42 528		62 031		108 080	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	68 912		32 662		57 588		100 259	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	13 222		9 866		4 443		6 338	
Catastrophes naturelles soudaines	0		0		0		1 484	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	1 243	0	1 064	0	5 317	1	4 818	1
FONDS FIDUCIAIRES³	10 606	3	5 145	1	4 089	1	5 734	1
EUROPE ORIENTALE ET CEI	78 156	100	57 161	100	139 077	100	102 899	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	7		5		10		7	
SECOURS	75 432	97	56 099	98	136 055	98	102 814	100
Urgence	75 432		56 099		122 645		80 546	
Sécheresse/mauvaises récoltes	0		0		0		1 833	
Catastrophes causées par l'homme	75 432		56 099		122 645		78 714	
IPSR	0		0		13 410		22 268	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	0		0		13 410		22 268	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	3 045	4	641	1	4 012	3	(165)	
FONDS FIDUCIAIRES³	(322)		421	1	(989)		250	0

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1997-2000 (en milliers de dollars)

	1997		1998		1999		2000 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	52 755	100	64 443	100	117 830	100	45 226	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	5		5		8		3	
DÉVELOPPEMENT	46 117	87	49 259	76	37 995	32	30 596	68
Développement agricole et rural	15 414		19 379		18 209		16 372	
Production agricole	10 933		8 428		10 814		6 737	
Infrastructure rurale	4 480		10 951		7 395		9 635	
Colonisation agraire	1		0		0		0	
Mise en valeur des ressources humaines	30 703		29 880		19 786		14 224	
SMI et enseignement primaire	29 222		29 893		19 786		14 224	
Alphabétisation et autre type	1 481		(13)		0		0	
SECOURS	5 647	11	11 324	18	67 559	57	13 994	31
Urgence	5 633		11 324		50 779		1 188	
Sécheresse/mauvaises récoltes	1 621		7 750		1 377		612	
Catastrophes causées par l'homme	1 087		275		54		0	
Catastrophes naturelles soudaines	2 925		3 299		49 348		576	
IPSR	14		0		16 780		12 806	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	0		0		0		3 441	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	14		0		0		0	
Catastrophes naturelles soudaines	0		0		16 780		9 365	
FONDS FIDUCIAIRES³	991	2	3 859	6	12 276	10	636	1
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	83 528	100	59 076	100	54 504	100	54 771	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	8		5		4		4	
DÉVELOPPEMENT	39 997	48	22 014	37	23 993	44	23 293	43
Développement agricole et rural	21 076		11 955		13 539		14 912	
Production agricole	13 571		7 615		10 015		7 093	
Infrastructure rurale	1 469		114		(65)		0	
Colonisation agraire	6 035		4 226		3 589		7 819	
Mise en valeur des ressources humaines	18 921		10 059		10 454		8 381	
SMI et enseignement primaire	10 944		9 590		6 109		3 325	
Alphabétisation et autre type	7 977		470		4 345		5 056	
SECOURS	24 363	29	15 284	26	6 055	11	13 379	24
Urgence	19 416		6 824		(1 295)		4 001	
Sécheresse/mauvaises récoltes	0		0		897		3 970	
Catastrophes causées par l'homme	19 350		6 824		(2 192)		30	
Catastrophes naturelles soudaines	65		0		0		0	
IPSR	4 948		8 460		7 350		9 378	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	0		0		3 311		3 108	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	4 948		8 460		4 038		6 271	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	11 170	13	13 305	23	13 172	24	12 574	23
FONDS FIDUCIAIRES³	7 998	10	8 473	14	11 284	21	5 526	10

1 A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Dans ce tableau, les dépenses au titre des articles non alimentaires figurent sous la rubrique "Fonds fiduciaires".

2 Chiffres provisoires.

3 Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres fonds fiduciaires.

4 Les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

Note: Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1997-2000 (en milliers de dollars)

	1997					1998					1999					2000 ²					
	Dévelop- pement	Secours spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Opér. spéc.	Total	Dévelop- pement	Secours spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Opér. spéc.	Total	Dévelop- pement	Secours spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Opér. spéc.	Total	Dévelop- pement	Secours spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Opér. spéc.	Total	
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																					
Angola	0	53 870	(307)	6 069	59 632	833	27 954	9 366	348	38 501	1 530	87 721	4 065	900	94 216	28	100 617	5 812	2 054	108 512	
Bénin	4 279	18	77	0	4 374	4 555	0	0	255	4 810	820	(38)	0	77	859	1 900	0	0	78	1 978	
Botswana	44	0	(45)	0	(1)	2	0	0	0	2	3	0	0	0	3	0	0	0	0	0	
Burkina Faso	4 444	1 110	49	0	5 603	7 340	27	0	766	8 133	5 058	(27)	0	22	5 052	759	163	0	79	1 000	
Burundi ³	(38)	60	(239)	0	(217)	211	168	0	(308)	71	2 533	106	0	319	2 958	436	3 351	0	399	4 186	
Cameroun	806	0	(1)	0	805	67	2 685	0	14	2 766	4 008	1 493	0	(2)	5 498	489	(111)	0	28	406	
Cap-Vert	2 952	0	(5)	0	2 947	1 935	0	0	40	1 975	96	0	0	1	97	894	0	0	(1)	893	
République centrafricaine	1 168	(74)	20	0	1 114	766	0	0	39	805	1 153	(4)	0	29	1 178	1 524	111	0	0	1 635	
Tchad	3 152	3 072	(3)	0	6 221	2 490	1 985	0	86	4 561	2 721	(431)	0	1	2 291	3 141	712	0	43	3 896	
Comores	(130)	0	0	0	(130)	0	0	0	0	0	0	150	0	0	150	0	7	0	0	7	
Congo ³	(46)	(25)	0	0	(71)	0	0	0	0	0	0	5 008	0	0	5 008	0	5 361	0	0	5 361	
Congo, Rép. dém. du ³	273	(4 447)	341	0	(3 833)	338	198	0	77	612	1 479	11 912	0	957	14 348	129	21 454	0	1 103	22 685	
Côte d'Ivoire ³	3 121	0	(24)	0	3 097	832	0	0	1 401	2 233	878	0	0	2 112	2 990	814	0	0	671	1 485	
Djibouti	14	2 248	9	0	2 272	225	1 150	0	9	1 384	(15)	2 257	0	1	2 242	46	3 646	2 270	17	5 979	
Guinée équatoriale	(241)	0	(32)	0	(273)	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3	0	0	0	0	0	
Erythrée	(86)	(1 587)	(687)	0	(2 360)	0	71	0	253	324	0	2 375	0	70	2 444	0	40 626	358	450	41 434	
Ethiopie	25 112	59 570	(1 123)	0	83 559	16 553	54 355	0	1 090	71 998	28 796	56 970	0	3 350	89 117	28 139	203 489	0	5 322	236 950	
Gabon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	588	0	0	588	
Gambie	2 020	0	47	0	2 068	2 617	0	0	0	2 617	1 250	0	0	0	1 250	1 562	0	0	0	1 562	
Ghana ³	1 835	(767)	(13)	0	1 054	1 475	0	0	142	1 617	1 123	132	0	88	1 344	1 541	4	0	5	1 549	
Guinée ³	(164)	0	0	0	(164)	1 301	691	0	0	1 992	508	4 944	0	0	5 452	1 277	(281)	0	0	996	
Guinée-Bissau	1 971	0	(3)	0	1 967	(46)	3 589	0	0	3 543	(408)	6 978	0	0	6 569	(11)	1 193	0	0	1 181	
Kenya	4 260	27 155	(400)	0	31 016	3 910	31 516	1 875	572	37 873	3 286	12 066	0	20 364	35 716	2 514	109 552	0	3 648	115 714	
Lesotho	3 412	20	(8)	0	3 423	2 881	3	0	9	2 893	1 477	(2)	0	286	1 762	1 216	(5)	0	(19)	1 192	
Libéria ³	0	19 699	(258)	290	19 731	1 010	40 370	2 031	279	43 689	9	43 856	1 793	0	45 658	0	37 704	2	4	37 711	
Madagascar	2 504	295	9	0	2 809	2 770	134	0	26	2 930	1 138	68	0	117	1 322	1 908	2 710	1 542	91	6 251	
Malawi	2 372	(768)	(680)	0	925	1 996	1 592	0	210	3 798	2 165	8 902	0	28	11 095	2 487	(24)	0	81	2 543	
Mali	2 956	4 435	0	0	7 392	1 823	3 027	0	170	5 020	1 563	674	0	(67)	2 169	2 016	1 235	0	45	3 295	
Mauritanie	4 372	5 761	11	0	10 143	2 621	98	0	156	2 874	1 820	(701)	0	1 752	2 872	2 261	2	0	(3)	2 260	
Maurice	13	0	0	0	13	2	0	0	0	2	63	0	0	0	63	0	0	0	0	0	

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1997-2000 (en milliers de dollars)

	1997					1998					1999					2000 ²				
	Dévelop- pement	Secours spéc.	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours spéc.	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours spéc.	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours spéc.	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total
Mozambique	1 138	4 884	0	(972)	5 051	4 961	4 603	0	1 809	11 373	3 283	1 664	0	(1 347)	3 600	4 766	20 297	5 391	570	31 024
Namibie	1	(5)	0	0	(4)	0	0	0	0	0	0	502	0	0	502	0	730	0	0	730
Niger	8 166	0	0	58	8 224	6 092	0	0	271	6 363	1 913	0	0	(6)	1 907	3 305	0	0	(3)	3 302
Nigeria	0	0	0	(2)	(2)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rwanda ³	6 050	141 364	(1 963)	(410)	145 041	(171)	108 128	3 898	6	111 861	985	89 407	300	(324)	90 368	486	72 354	386	34	73 260
Sao Tomé-et-Principe	226	0	0	0	226	528	0	0	0	528	189	0	0	0	189	1 166	0	0	0	1 166
Sénégal	2 629	(367)	0	142	2 404	3 057	0	0	343	3 399	3 920	8 419	0	108	12 447	3 051	9 703	0	(13)	12 741
Sierra Leone	(310)	11 529	(133)	(2)	11 083	0	23 742	38	50	23 831	39	1 351	2 086	106	3 582	0	2 183	1 766	57	4 007
Somalie	0	8 070	826	96	8 992	0	22 536	589	813	23 938	0	15 149	174	(211)	15 111	0	14 365	157	211	14 732
Soudan	5 638	25 993	0	1 486	33 116	3 972	160 526	1 303	463	186 265	2 541	127 846	3 179	(75)	133 492	3 376	97 883	1 571	93	102 923
Swaziland	0	108	0	0	108	0	(18)	0	0	(18)	0	14	0	0	14	0	0	0	0	0
Tanzanie ³	(35)	12 572	0	(547)	11 990	943	13 529	0	(620)	13 852	506	6 142	50	(11)	6 687	2 450	2 687	0	(539)	4 598
Togo	1	(18)	0	0	(17)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouganda ³	2 358	29 053	0	(66)	31 345	216	30 123	0	30	30 369	1 756	13 093	0	45	14 894	2 036	18 354	0	73	20 463
Zambie	675	1 351	0	(71)	1 956	2 930	5 585	0	(17)	8 499	5 469	1 447	0	20	6 935	2 774	4 388	140	145	7 447
Zimbabwe	0	0	0	0	0	0	155	0	0	155	0	0	0	0	0	0	13	0	0	13
Non spécifié	0	0	44	0	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	464	0	464
TOTAL POUR LA RÉGION	98 909	404 181	5 133	(3 552)	502 674	83 033	538 524	19 101	8 781	647 441	85 657	509 442	11 646	28 709	633 456	78 480	775 061	19 858	14 722	888 120
ASIE																				
Afghanistan	0	50 988	0	(428)	59 560	3	18 401	0	(304)	18 101	0	41 918	0	0	41 918	0	62 486	0	6	62 491
Bangladesh	56 841	3 426	0	1 873	62 140	36 782	30 947	0	2 475	70 204	29 767	32 200	0	(544)	61 422	14 260	5 771	0	3 104	23 135
Bhoutan	1 892	0	0	41	1 933	1 321	0	0	229	1 550	1 336	0	0	(15)	1 321	1 609	0	0	14	1 623
Cambodge	0	15 283	0	(965)	14 318	0	11 857	0	215	12 072	0	13 624	0	1	13 624	2 340	21 285	0	55	23 679
Chine	38 152	0	0	0	38 152	15 324	9 205	0	0	24 528	14 054	42 455	0	2 961	59 469	14 503	299	0	(864)	13 838
Timor oriental	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 298	4 946	0	9 244	0	18 452	4 818	0	23 270
Inde	23 642	0	0	176	23 818	23 761	0	0	132	23 893	27 049	168	0	166	27 383	28 333	1 496	0	138	29 968
Indonésie	(2)	0	0	0	(2)	0	81 554	0	0	81 554	16	13 396	0	0	13 411	0	57 899	0	0	57 899
Corée, RPD de	0	99 301	0	6 746	106 047	0	125 807	0	612	126 419	0	214 079	0	(18)	214 062	0	121 921	0	1 148	123 069
Laos, Rép. dém. pop.	0	11 155	0	870	12 026	0	2 084	0	0	2 084	0	(228)	0	(74)	(302)	734	623	0	12	1 369

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1997-2000 (en milliers de dollars)

	1997					1998					1999					2000 ²					
	Dévelop- pement	Secours spéc.	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours spéc.	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours spéc.	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours spéc.	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	
Cuba	4 414	2 925	0	(2)	7 338	2 236	1 391	0	51	3 679	4 262	757	0	445	5 464	2 334	87	0	446	2 868	
République dominicaine	1 823	0	0	14	1 837	5 009	0	655	5 664	1 019	3 743	0	728	5 491	1 108	717	392	0	(1)	1 108	
Equateur	1 814	0	0	(3)	1 811	4 979	185	4	5 168	3 086	3	0	0	3 089	2 628	2 506	47	0	75	2 628	
El Salvador ⁶	1 457	0	0	2	1 459	5 320	0	138	5 458	2 863	0	0	2 699	5 562	874	871	0	0	4	874	
Guatemala ⁶	5 654	982	0	121	6 756	4 101	275	0	232	4 608	4 413	53	0	(24)	4 442	3 052	0	0	24	3 076	
Guyana	997	0	0	45	1 043	815	0	0	815	1 005	1 005	0	0	1 005	46	0	0	0	0	46	
Haïti	2 816	1 666	0	195	4 677	3 224	478	0	1 588	5 290	3 370	(15)	0	347	3 703	6 048	0	0	21	6 068	
Honduras ⁶	3 877	0	0	92	3 969	5 297	0	214	5 511	2 570	217	0	2 202	4 990	978	807	176	0	(5)	978	
Jamaïque	1 411	0	0	51	1 462	(13)	0	2	(11)	0	0	0	(1)	(1)	0	0	0	0	0	0	
Mexique	(3)	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Nicaragua ⁶	6 632	60	0	239	6 934	5 965	8 994	0	540	15 500	2 555	61 810	0	1 236	65 600	3 050	9 559	0	48	12 657	
Panama	765	0	0	27	792	279	0	13	292	(5)	0	0	0	(5)	0	0	0	0	0	0	
Paraguay	505	0	0	0	505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Pérou	3 137	0	0	23	3 160	6 006	0	210	6 215	6 067	0	0	3 349	9 415	3 858	0	0	(17)	3 841		
Saint Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49	0	49	0	0	0	0	0	0	
Venezuela	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	635	0	0	635	
TOTAL POUR LA RÉGION	46 117	5 647	0	991	52 755	49 259	11 324	0	3 859	64 443	37 995	67 559	0	12 276	117 830	10 596	15 994	0	636	15 226	
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																					
Algérie	0	897	0	85	982	0	4 517	0	507	5 024	0	2 161	0	572	2 733	0	4 274	0	38	4 312	
Egypte	6 197	0	0	(1)	6 196	4 226	0	1 170	5 396	3 690	0	0	60	3 749	9 131	9 136	0	0	(5)	9 131	
Gaza/Rive occidentale	1 713	211	0	(13)	1 912	4 551	6	0	4 557	2 470	118	0	0	2 588	1 141	24	1 121	0	(4)	1 141	
Iran	0	3 735	0	1	3 736	0	3 299	0	3 299	0	896	0	0	896	1 043	0	1 043	0	0	1 043	
Iraq [*]	0	18 921	11 170	7 935	38 025	0	6 778	13 305	6 797	26 880	0	1 193	13 172	10 648	25 013	0	2 049	12 574	5 455	20 078	
Jordanie	4 824	(40)	0	(15)	4 769	1 991	0	0	0	1 991	2 592	296	0	0	2 889	1 199	2 529	0	0	3 728	
Liban	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Maroc	4 314	0	0	0	4 314	407	0	0	407	2 617	0	0	0	0	2 617	2 187	0	0	2	2 189	
République arabe syrienne	10 514	0	0	0	10 514	5 756	0	0	5 756	5 854	452	0	0	0	6 305	4 544	1 408	0	0	5 952	
Tunisie	2 793	0	0	5	2 798	(89)	0	0	(89)	8	8	0	0	0	8	0	0	0	0	0	

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1997-2000 (en milliers de dollars)

	1997				1998				1999				2000 ²			
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduciaires ⁴	Total	
Turquie	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Yémen	9 640	639	0	0	10 279	5 171	684	0	(2)	5 853	6 761	939	0	5	7 705	
TOTAL POUR LA RÉGION	39 997	24 363	11 170	7 998	83 528	22 014	15 284	13 305	8 473	59 076	23 993	6 055	13 172	11 284	54 504	
ENSEMBLE DES RÉGIONS	334 693	704 250	20 590	15 721	1 075 255	256 316	915 439	34 111	26 679	1 232 546	248 448	1 089 295	34 148	55 369	1 427 259	
AUTRE⁵				(856)					6 762					4 311		
TOTAL GÉNÉRAL				1 074 399					1 239 308					1 431 570		
															8 299	
															1 491 035	

1 A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Chiffres provisoires.

3 Les dépenses imputées au Rwanda couvrent également les dépenses de l'opération d'urgence des Grands Lacs africains au Burundi, au Congo, dans la République démocratique du Congo, en Tanzanie et en Ouganda. De même, les dépenses imputées au Libéria couvrent aussi les dépenses de l'opération régionale Libéria pour les réfugiés en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée.

4 Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres fonds fiduciaires.

5 Les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

6 Les dépenses imputées au Nicaragua couvrent également les dépenses de l'opération d'urgence régionale en El Salvador, au Guatemala et en Honduras.

Note: Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.

(*) Les chiffres soulignés représentent des fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "pétrole contre vivres."

Annexe 4 - Tableau 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM1 POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET LES OPÉRATIONS DE SECOURS PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1997-2000 (en milliers de dollars)

	1997		1998		1999		2000 ²		
	Dépenses % du total	Dollars par habitant							
ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES	1 057 537	100,0	1 203 868	100,0	1 369 890	100,0	1 455 869	100,0	0,37
PAR CATÉGORIE DE PAYS³									
Pays les moins avancés	633 985	59,9	719 810	59,8	707 265	51,6	872 019	60,2	1,43
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	909 734	86,0	1 073 705	89,2	1 187 503	86,7	1 288 263	88,9	0,30
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS									
Afrique subsaharienne	506 226	47,9	638 660	53,1	604 747	44,1	873 398	60,3	1,95
Asie	345 540	32,7	397 282	33,0	476 303	34,8	385 985	26,6	0,13
Europe orientale et CEI ⁴	78 477	7,4	56 740	4,7	140 066	10,2	102 650	7,1	0,56
Amérique latine et Caraïbes	51 764	4,9	60 583	5,0	105 554	7,7	44 590	3,1	0,31
Moyen-Orient et Afrique du Nord	75 530	7,1	50 603	4,2	43 220	3,2	49 246	3,4	0,19

1 A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires (non programmables) et les dépenses opérationnelles telles que les cotis d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération sont exclues aussi.

2 Chiffres provisoires.

3 Classement réel pour chaque année.

4 Secours uniquement.

Annexe 4 - Tableau 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM1 POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET LES OPÉRATIONS DE SECOURS PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1997-2000 (en milliers de dollars)

	1997		1998		1999		2000 ²		
	Dépenses % du total	Dollars par habitant							
ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES	332 696	100,0	254 318	100,0	246 449	100,0	215 212	100,0	0,06
PAR CATÉGORIE DE PAYS³									
Pays les moins avancés	161 679	48,6	127 335	50,1	121 333	49,2	106 472	49,7	0,21
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	300 493	90,3	221 931	87,3	220 651	89,5	195 427	91,3	0,06
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS									
Afrique subsaharienne	96 912	29,1	81 035	31,9	83 658	33,9	78 480	36,7	0,18
Asie	149 670	45,0	102 010	40,1	100 803	40,9	82 843	38,7	0,03
Amérique latine et Caraïbes	46 117	13,9	49 259	19,4	37 995	15,4	30 596	14,3	0,21
Moyen-Orient et Afrique du Nord	39 997	12,0	22 014	8,7	23 993	9,7	23 293	10,9	0,17

1 A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Les dépenses au titre des produits non alimentaires et les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération sont exclues aussi.

2 Chiffres provisoires.

3 Classement réel pour chaque année.

Annexe 5 - Tableau 1: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2000, PAR DONATEUR
(en milliers de dollars)

	Développement	RAIU	CII	IPSR	Opérations spéciales	Autres ¹	Total
Banque africaine de développement		3 000		1 500			4 500
Algérie		10					10
Andorra	13						13
Angola				3 000			3 000
Australie	28 435	10 552	721	11 871	2 206		53 786
Autriche	2 222	632					2 854
Belgique		5 371	323	589			6 284
Brunei	50						50
Canada	27 410	12 250	2 188	8 632	895	512	51 887
Canada (ONG)			43				43
Chine	3 400						3 400
Colombie	16						16
Cuba	15			365			380
Chypre	10						10
République tchèque		37					37
Danemark	27 289	7 320	910	4 834	611	945	41 908
Communauté européenne		74 219		42 375	915		117 509
Equateur	7						7
Egypte	200	16					216
Finlande	8 852	4 858	423	491		595	15 219
France	5 912	9 902	101	8 944		1 311	26 170
Allemagne	23 319	12 205		10 602	300	324	46 750
Grèce		130					130
Hongrie	65						65
Islande	5						5
Inde	953						953
Iran	40						40
Irlande	1 078	4 116	297	1 865	156	126	7 639
Israël		10					10
Italie	3 590	12 363		600	2 446	938	19 936
Italie (privé)		14					14
Japon	10 316	223 214	1 218	24 713		639	260 099
Japon (ONG)	70	85		20	36		212
Japon (privé)	30	101	3	17	192		343
Jordanie		42		42			84
Kenya		9 025					9 025
Corée, République de	500					88	588
Luxembourg	182	843		180			1 205
Maroc	4						4
Népal				101			101
Pays-Bas	185	39 045	4 532	16 623	1 400	1 016	62 801
Nouvelle-Zélande	293	212		46	107		658
Norvège	16 279	7 021	1 687	5 559	1 853	404	32 803
Oman	100						100
OPEP	250	300					550
Pakistan				270			270
Panama	1						1
Pologne		185		15	25		225
Dons privés ²	3	37	5	11		3	59
Qatar	10						10
Arabie saoudite		2 168		794			2 962
Slovaquie	15						15
Afrique du sud		95		60	20		176
Afrique du sud (privé)					235		235
Espagne	592	837	533		500	794	3 256
Sri Lanka	124						124
Suède	3 385	10 607	2 287	11 946	2 000	553	30 778
Suisse	700	9 105	1 180	9 249	607	894	21 735
Suisse (privé)		100					100
Syrie		33					33
Tanzanie		220					220
Thaïlande			11				11
The Hunger Site	2 385	250					2 635
Royaume-Uni	375	39 889	2	9 702	2 215	7 873	60 056
Nations Unies		225		50	390		665
Etats-Unis	51 101	528 680	1 500	204 545	8 650	1 200	795 676
Etats-Unis (ONG)		264					264
Etats-Unis (privé)	4	524		1 001	2		1 531
Contributions bilatérales ³	6 596					52 090	58 686
Total	226 384	1 030 111	17 963	380 603	25 760	70 305	1 751 123

1 Comprend les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres contributions spéciales.

2 Les contributions de donateurs privés comprennent les contributions du secteur privé estimées à moins de 10 000 dollars.

3 Comprend les contributions destinées à l'Iraq au titre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "pétrole contre vivres."

Annexe 5 - Tableau 2: PRINCIPAUX DONATEURS¹ DU PAM PAR TYPE DE CONTRIBUTION, EN 2000 (en milliers de dollars)

Rank	Total		Développement		RAIU		CII		IPSR		Opérations spéciales	
	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur
1	Etats-Unis	795 676	Etats-Unis	51 101	Etats-Unis	528 680	Pays-Bas	4 532	Etats-Unis	204 545	Etats-Unis	8 650
2	Japon	260 099	Australie	28 435	Japon	223 214	Suède	2 287	Communauté européenne	42 375	Italie	2 446
3	Communauté européenne	117 509	Canada	27 410	Communauté européenne	74 219	Canada	2 188	Japon	24 713	Royaume-Uni	2 215
4	Pays-Bas	62 801	Danemark	27 289	Royaume-Uni	39 889	Norvège	1 687	Pays-Bas	16 623	Australie	2 206
5	Royaume-Uni	60 056	Allemagne	23 319	Pays-Bas	39 045	Etats-Unis	1 500	Suède	11 946	Suède	2 000
6	Australie	53 786	Norvège	16 279	Italie	12 363	Japon	1 218	Australie	11 871	Norvège	1 853
7	Canada	51 887	Japon	10 316	Canada	12 250	Suisse	1 180	Allemagne	10 602	Pays-Bas	1 400
8	Allemagne	46 750	Finlande	8 852	Allemagne	12 205			Royaume-Uni	9 702		
9	Danemark	41 908	France	5 912	Suède	10 607			Suisse	9 249		
10	Norvège	32 803	Italie	3 590	Australie	10 552			France	8 944		
11	Suède	30 778	Chine	3 400	France	9 902			Canada	8 632		
12	France	26 170	Suède	3 385	Suisse	9 105			Norvège	5 559		
13	Suisse	21 735	The Hunger Site	2 385	Kenya	9 025			Danemark	4 834		
14	Italie	19 936	Autriche	2 222	Danemark	7 320			Angola	3 000		
15	Finlande	15 219	Irlande	1 078	Norvège	7 021			Irlande	1 865		
16	Kenya	9 025			Belgique	5 371			Banque africaine de développement	1 500		
17	Irlande	7 639			Finlande	4 858			Etats-Unis (privé)	1 001		
18	Belgique	6 284			Irlande	4 116						
19	Banque africaine de développement	4 500			Banque africaine de développement	3 000						
20	Chine	3 400			Arabie saoudite	2 168						
21	Espagne	3 256										
22	Angola	3 000										
23	Arabie saoudite	2 962										
24	Autriche	2 854										
25	The Hunger Site	2 635										
26	Etats-Unis (privé)	1 531										
27	Luxembourg	1 205										

¹ Donateurs ayant apporté au total une contribution de plus de un million de dollars.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM-2000

Pays membres

Allemagne	Indonésie
Arabie saoudite	Iran, République islamique d'
Australie	Japon
Bangladesh	Lesotho
Burundi	Madagascar
Canada	Maroc
Chine	Mexique
Congo, République du	Norvège
Cuba	Pakistan
Egypte	Pays-Bas
El Salvador	Pérou
Espagne	Roumanie
États-Unis	Sierra Leone
Fédération de Russie	Soudan
Finlande	Suède
France	Swaziland
Haïti	Royaume-Uni
Hongrie	Yémen

Membres du Bureau du Conseil d'administration

S. E. M. Mohammad Saeid Noori-Naeini, République islamique d'Iran, Président

Mme Ulla-Maija Finskas-Aho, Finlande, Vice-Présidente

M. Gaspard Kabura, Burundi, Membre

M. Rufin Gabriel Ambero, République du Congo, Membre

Mme Suze Percy, Haïti, Membre

Mme Mariann Kovács, Hongrie, Membre

M. Gaspard Kabura n'a siégé au Conseil qu'aux première et deuxième sessions ordinaires et à la session annuelle de 2000 et a été remplacé par M. Rufin Gabriel Ambero à la troisième session ordinaire de 2000 jusqu'à la fin de l'année.

Photos: photo de couverture: PAM/Tom Haskell/Ethiopie; face interne: PAM/Tom Haskell/Ethiopie; page 2: PAM/Gawaher Atif/Kenya; page 5: PAM/Thierry Geenen/Kenya; page 6: PAM/Thierry Geenen/Djibouti; page 7: Reuters/Reinhard Krause/Mozambique; page 8: PAM/Brenda Barton/Mozambique; page 10: PAM/Franco Pagetti/Afghanistan; page 11: PAM/Franco Pagetti/Afghanistan; page 12: PAM/P. Lewis/Tanzanie; page 13: PAM/Clive Shirley/Sierra Leone; page 14: PAM/Tom Haskell/Indonésie; page 15: PAM/Tom Haskell/Chine; page 16: PAM/E. Espaillet/République dominicaine; page 17: PAM/Sarah Laughton/Népal; page 21: PAM/Paul Mitchell/Somalie; page 22(a): Trevor Rowe/Guinée; page 22(b): Trevor Rowe/Guinée; page 23: PAM/Wagdi Othman/Sierra Leone; page 29: PAM/Rein Skullerud/PAM-siège.

Pour plus de détails, visitez notre site Web:
www.wfp.org

ou adressez-vous à:

PAM Service des relations publiques
Via Cesare Giulio Viola, 68/70 - 00148 Rome, Italie
Tél.: +39-066513-2628 • Fax: +39-066513-2840
Courrier électronique: wfpinfo@wfp.org

